

**LES MARCHÉS DU CRÉDIT
DES PAYS D'AFRIQUE**

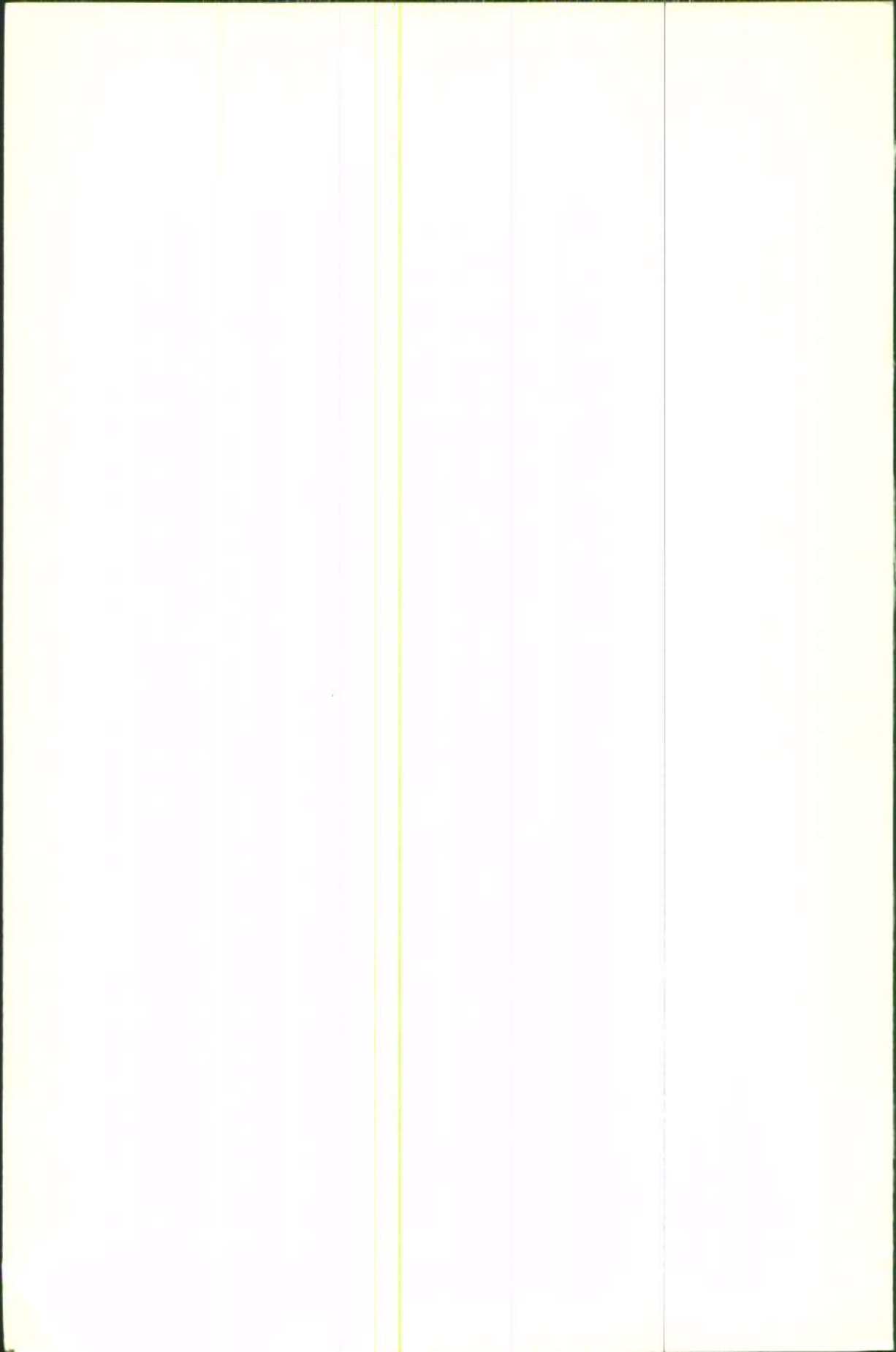
**Collection dirigée par le
prof. Giordano Dell'Amore**

Sergio Bortolani

**RÔLE
DE LA BANQUE CENTRALE
EN AFRIQUE**



cassa di risparmio delle provincie lombarde — milan



LES MARCHÉS DU CRÉDIT DES PAYS D'AFRIQUE
Collection dirigée par le Professeur Giordano Dell'Amore

OUVRAGES DÉJÀ PARUS DANS CETTE COLLECTION:

- 1 - Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique.
- 2 - Sergio Bortolani - Le système bancaire du Niger.
- 3 - La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains.
- 4 - Paolo Mottura - Le système bancaire de la Tunisie, 1956-1970.
- 5 - Bruno Rossignoli - Le système bancaire de l'Algérie.
- 6 - Lorenzo Frediani - Le système bancaire du Gabon et la Banque centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.
- 7 - L'épargne et les Caisses d'Epargne d'Afrique.
- 8 - Giordano Dell'Amore - Le crédit agricole dans les Pays d'Afrique.
- 9 - Marco Onado et Antonio Porterì - Le système bancaire et la formation de l'épargne au Lesotho.
- 10 - Clara Caselli - Le système bancaire de la Tanzanie.
- 11 - Sergio Bortolani - Rôle de la Banque centrale en Afrique.

SERGIO BORTOLANI

RÔLE DE LA
BANQUE CENTRALE
EN AFRIQUE

TOUS DROITS RÉSERVÉS

PRÉFACE

Au cours de la deuxième moitié des années soixante, un groupe de professeurs d'université, guidés par le Professeur Giordano Dell'Amore, a pris une série d'initiatives concernant le développement financier et bancaire de l'Afrique.

Un cours de spécialisation en économie bancaire pour les cadres moyens et directeurs provenant des Pays africains indépendants (à l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie) a lieu chaque année à Milan, de plus des missions d'étude et de recherche diverses ont été accomplies en vue d'approfondir les connaissances sur les systèmes bancaires des économies de ces Pays.

La Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde et l'Institut International des Caisses d'Epargne ont coordonné et étendu progressivement ces activités, tout d'abord une importante « Conférence sur la mobilisation de l'épargne dans les Pays d'Afrique » a été réunie à Milan en septembre 1971, ensuite les caisses d'épargne africaines nouvellement créées ou en phase de restructuration ont reçu une assistance technique. Enfin, l'inauguration à Milan du « Centre d'assistance financière aux Pays africains » (FINAFRICA) organisme unique dans son genre en Europe, a ouvert des voies nouvelles à la collaboration scientifique et technique entre l'Italie et l'Afrique.

Comme professeur du cours de spécialisation et comme chargé de missions à plusieurs reprises en Afrique, je me suis trouvé à faire

partie du « programme Afrique » et très rapidement je me suis passionné pour les problèmes des économies en voie de développement. La chance qui m'a été offerte de pouvoir faire des expériences directes a favorisé cet intérêt, d'abord par sa nouveauté, ensuite sous un profil scientifique. L'enrichissement intellectuel et humain qui m'a été apporté par l'Afrique au cours de ces années est incommensurable, c'est un bond en avant de qualité destiné à augmenter dans l'avenir.

Dans le cadre du marché du crédit il m'a semblé que l'institution clé des économies naissantes était la banque centrale, car c'est à elle qu'incombent des tâches très vastes, certainement plus importantes que celles accomplies par les organismes analogues opérant dans les Pays industrialisés. Citons, en particulier, les multiples rapports avec le reste du monde qui limitent intensément l'activité des instituts d'émission, car — c'est chose bien connue — les Pays en voie de développement présentent un degré d'ouverture élevé envers les pays étrangers, dont les répercussions sont, en général, de caractère négatif.

Le but de notre recherche est donc l'analyse et la comparaison d'un point de vue monétaire, des diverses réalités africaines qui sont la conséquence de la transformation en états indépendants des anciennes colonies. Aidé par des contacts directs et par les réponses à un questionnaire détaillé adressé en son temps utile aux instituts africains, nous nous sommes efforcés de répondre aux questions suivantes: « de quelle façon les banques centrales opèrent-elles "effectivement"? Quels sont leurs problèmes communs et ceux qui, par contre, sont dus à l'influence d'un passé différent? Comment sont-elles conditionnées actuellement, et comment le seront-elles à l'avenir? Dans les rapports avec l'étranger, dans quelle mesure le colonialisme économique agit-il par l'intermédiaire des systè-

mes monétaires adoptés? Quelles solutions peuvent être proposées en vue d'accélérer le développement dans un contexte global? »

On a évité, autant que possible, de se référer à des pays pris individuellement. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons convaincus de ce que les problèmes et les situations soient les mêmes pour tous, mais plutôt qu'il est opportun d'examiner à tour de rôle des groupes d'états dont la position est analogue du point de vue monétaire.

Nous avons consulté la bibliographie que nous avons pu nous procurer en Italie (qui à vrai dire est surtout composée d'auteurs étrangers) et celle recueillie patiemment dans les Pays d'Afrique visités par nous ou par nos collègues. Les indications bibliographiques reportées sont presque exclusivement celles qui concernent spécifiquement le sujet traité et sont utiles en vue d'approfondir ultérieurement les questions. En ce qui concerne les données statistiques, il est superflu de remarquer les lacunes qu'elles présentent: d'ailleurs nous avons principalement recouru aux sources dignes de foi, et parmi celles-ci aux documents des principaux organismes internationaux sur le sujet traité.

Pour terminer, nous voulons exprimer des remerciements. Le plus profond est tout d'abord adressé à mon Maître, le Professeur Giordano Dell'Amore, qui a été l'inspirateur éclairé de cette initiative comme de toutes les autres prises jusqu'à maintenant sur le continent africain par le groupe de professeurs mentionné plus haut.

J'exprime ensuite toute ma reconnaissance aux gouverneurs et autres personnalités des banques centrales africaines auprès desquels j'ai pu enquêter directement: à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), à la Bank of Ghana, à la Central Bank of Nigeria, à la Central Bank of Kenya, à la Bank of Sudan, à la Bank of Tan-

zania, à la Bank of Zambia. Je remercie également les banques centrales qui ont eu la courtoisie de répondre au questionnaire.

J'exprime enfin ma vive gratitude aux collègues de l'Istituto di Economia Aziendale de l'Université Bocconi lesquels, grâce aux missions d'étude accomplies dans d'autres pays m'ont permis d'être directement renseigné sur les pays suivants: Maroc, Algérie, Tunisie, Mali, Ethiopie, Somalie, Zaïre, Malawi, Lesotho, Ile Maurice, Haute-Volta, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire.

SERGIO BORTOLANI

INTRODUCTION

Deux des principales caractéristiques de la réalité économique dans laquelle opèrent les banques centrales des Pays africains sont: le dualisme et l'état de dépendance vis-à-vis de l'étranger.

C'est le phénomène du dualisme entre un secteur arriéré et un secteur moderne qui conditionne l'ensemble du développement des systèmes économiques, il impose aux banques centrales de se faire les promotrices d'une série de politiques et d'interventions susceptibles de provoquer la réduction progressive du secteur traditionnel. Ce sont, précisément, la diffusion graduelle de la monnaie, la création d'un réseau adéquat d'intermédiaires financiers, la mobilisation de l'épargne locale qui donnent la mesure de la plus grande ampleur de l'éventail des fonctions assignées aux instituts d'émission des pays en voie de développement par rapport à celles remplies par les nations plus évoluées.

La voie difficile qu'il faut suivre pour parvenir, après l'indépendance politique à celle économique et monétaire, consiste à donner de plus en plus de poids au financement de l'expansion « effectuée de l'intérieur ». Nous avons la conviction que l'Afrique doit poursuivre cet objectif en fournissant tous les efforts possibles, et que, de leur côté, les banques centrales accompliront la tâche la plus importante dans ce domaine.

Mais, aujourd'hui comme hier, les Pays d'Afrique dépendent dans une large mesure de l'aide extérieure fournie par les nations

industrialisées. Certes, une telle dépendance n'est pas destinée à disparaître, sous peu, et elle ne serait pas totalement négative en soi si les formes concrètes de sa réalisation présente ne se manifestaient pas de telle sorte qu'elles constituent en fin de compte une charge trop onéreuse pour les jeunes économies africaines. Elle reste, pour l'instant, une dépendance nécessaire d'ailleurs, en vue de fournir aux pays arriérés les capitaux et la technologie qui leur manquent.

Le financement de l'expansion effectué « de l'extérieur » passe par: les marchés de débouché des produits primaires, les aides fournies à des titres divers par des pays et des organisations internationales, les investissements privés de l'étranger, en particulier ceux des sociétés multinationales, enfin les systèmes monétaires qui mettent l'Afrique en communication avec le reste du monde.

Notre espoir d'aller vers une modification du cours habituel des rapports internationaux se trouve encouragé par: la prise de conscience, au niveau mondial, des problèmes confrontant les pays naissants, et par les propositions faites en vue d'instaurer un rapport entre la création de nouvelles liquidités internationales et le financement de l'expansion. C'est sur un plan global, de continent ou de subrégions, que l'Afrique pourra situer une politique d'intégration et d'unité, capable de transformer l'ensemble des états adhérents en un interlocuteur plus valable vis-à-vis du monde industrialisé.

C'est dans un tel contexte que prendra place, alors, cet effort de productivité interne — auquel on a fait allusion — qui ne doit pas signifier l'isolement, et encore moins le refus d'une forme de collaboration quelconque, mais bien la domination du nationalisme, très ancré en Afrique, et l'insertion dans de plus vastes communautés afin de réaliser un développement harmonieux.

LES PAYS AFRICAINS AU COURS DES ANNÉES SOIXANTE-DIX
(1970-1980)

L'objet de ce paragraphe et du suivant est de donner quelques indications de base sur les éléments composant la réalité africaine du point de vue physique, démographique, historique, politique et économique, au début des années soixante-dix, sans prétendre illustrer de manière exhaustive le tableau d'ensemble qu'elle présente. Pour ce dernier, se référer aux ouvrages consultés (1).

Géographie physique. Avec une superficie de 30 millions de kilomètres carrés, soit un quart des terres émergées, le continent africain a une population d'environ 350 millions d'habitants qui représente seulement 10% de celle du globe. La densité de population par Km² est donc plutôt faible: 12 habitants, par rapport à la densité globale de 26 habitants. L'Afrique est une région de la terre dont la masse continentale est compacte, avec une largeur maximum de 7.500 km, et une longueur du Nord au Sud de plus de 8.000 km. Elle est située juste à cheval sur l'Equateur, donc environ 75% de sa surface totale se trouvent dans la zone torride, tandis que 17% sont dans la zone tempérée septentrionale et 8% dans celle du sud. La disposition des reliefs, qui sont presque toujours situés sur la périphérie du continent favorise le dévelop-

(1) Pour l'étude de cette introduction nous nous sommes référés, entre autres, aux publications suivantes: LACOSTE, *Geografia del sottosviluppo*, Verone, 1968; JALÉE, *Le Tiers Monde en chiffres*, Paris, 1971; KAMARCK, *The economics of African development*, New York, 1971; CAIRNCROSS, *Factors in economic development*, Londres, 1962; THE PEARSON REPORT, *Associati nello sviluppo*, New York, 1969; ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *A Survey of economic conditions in Africa*, Nations Unies, 1969; WORLD BANK, *Trends in developing countries*, 1973; TINBERGEN, *La deuxième décennie du développement 1971-1980*, Association Europe-Tiers Monde, 1971; WHETHAM-CURRIE, *The economics of African countries*, Cambridge University Press, 1969.

pement du réseau hydrographique. Par contre, les conditions atmosphériques l'entravent dans les vastes régions caractérisées par un régime pluvial pauvre et une évaporation intense. On y trouve quelques-uns des plus grands bassins du globe: ceux des fleuves Zaïre, Nil, Niger, Volta, Zambèze et des lacs: Victoria, Tanganyika, Nyassa, Tchad et Rodolphe. Du point de vue climatique, l'Afrique est le continent le plus chaud de la Terre, la plus grande surface de son territoire étant comprise entre les deux tropiques.

Géographie politique. Des 43 pays aujourd'hui indépendants (voir le Tableau 1) deux: l'Afrique du Sud et la Rhodésie sont dominés par des populations de race blanche et organisés sur des bases racistes (1). La Rhodésie, en outre, s'est constituée unilatéralement en république en novembre 1966, bien qu'officiellement elle soit encore une colonie anglaise. Un grand nombre d'autres territoires restent toujours assujettis à des états européens, à des titres divers. Les plus importants sont: l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau (2), les Iles du Cap Vert, de San Tomé et du Prince, (qui appartiennent au Portugal), le Sahara espagnol (Espagne); les territoires français des Afars et des Issas, l'archipel des Comores, la Réunion (France), les Iles Seychelles, Sainte Héleine

(1) Nous ne nous occuperons pas de ces deux pays, sinon de façon indirecte au cours de cette monographie.

(2) Le 24 septembre 1973, le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert) a proclamé unilatéralement l'indépendance de la partie du territoire qu'il contrôle. Le gouvernement à la tête de ce nouveau pays a été reconnu par plus de 80 nations, appartenant surtout au Tiers Monde, mais, bien entendu il ne l'a pas été par le Portugal.

Il est possible qu'à la suite des changements survenus dans la politique du Portugal en avril 1974, avec la fin de la dictature instaurée par Salazar, un pas important soit accompli vers l'indépendance totale de la Guinée-Bissau comme celle des autres colonies portugaises.

(Grande-Bretagne), ainsi que le Sud-Ouest africain (Namibia) annexé à la République Sud-africaine.

Dans la plupart des nations africaines, l'indépendance politique est survenue récemment, vers 1960. Les exceptions les plus remarquables à ce sujet sont représentées par: le Libéria (1847), où depuis plus d'un siècle une partie des noirs qui avaient été autrefois amenés en esclavage dans les plantations américaines est venue affluer, l'Egypte (1922), l'Ethiopie (1945), bien que cette dernière ait été indépendante réellement depuis des temps immémoriaux (voir la carte de la page 10).

Aujourd'hui encore les structures et l'appareil des nouveaux états reflètent la domination coloniale: une plus forte centralisation et une pénétration plus profonde de la culture française dans les pays francophones en comparaison du pragmatisme des britanniques dans les pays anglophones. D'ailleurs, une fois leur indépendance conquise ils ont cherché à dénouer graduellement les liens qui les unissaient à la puissance colonisatrice et à entretenir des relations avec une multiplicité de pays, et parmi ces derniers, les nations africaines. Le sentiment national diffus a trouvé son expression politique dans la formation de gouvernements militaires (forme prédominante aujourd'hui), à la suite de coups d'état plus ou moins sanglants ou de guerres civiles violentes (celles du Biafra et du Burundi, pour ne citer que les dernières). Dans les colonies portugaises, au Namibia ainsi qu'en Afrique du Sud et en Rhodésie, des mouvements de libération agissent depuis des années en vue de conquérir ce que les autres peuples africains ont déjà obtenu. La concentration de ce très vaste territoire se fait au Sud du continent, elle est dirigée par la puissante République Sud-africaine, mais elle n'est pas encore aux mains des africains.

Les nouveaux gouvernements ont une idéologie politique variée: on passe du libéralisme de la Côte d'Ivoire et du Libéria, au

AFRIQUE POLITIQUE JUSQU'EN 1974

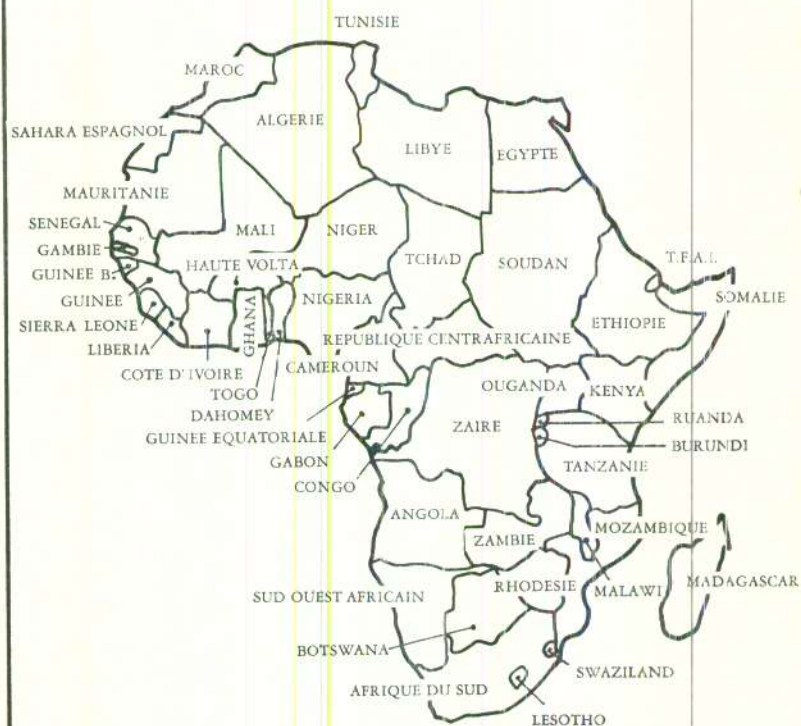


TABLEAU 1
 PAYS D'AFRIQUE INDEPENDANTS

P a y s	Superficie totale en km ²	Population totale	Densité par km ²	% du taux de croissance de la population: décennie (1960-1970)	Langue officielle	Capitale
Algérie	2.381.741	13.349.000	6	3,0	Arabe	Alger
Botswana	600.372	629.000	1	3,0	Anglais	Gaborone
Burundi	27.834	3.475.000	126	2,0	Français-Kirundi	Bujumbura
Cameroun	474.000	5.736.000	12	2,2	Français-Anglais	Yaoundé
Congo-Brazzaville	342.000	1.000.000	3	2,0	Français	Brazzaville
Côte d'Ivoire	322.463	4.195.000	13	2,3	Français	Abidjan
Dahomey	112.622	2.640.000	23	2,9	Français	Porto-Novo
Egypte	1.001.449	32.501.000	32	2,5	Arabe	Le Caire
Ethiopie	1.221.900	24.769.000	20	2,1	Amharique	Addis-Abeba
Gabon	267.667	485.000	2	1,0	Français	Libreville
Gambie	11.295	350.000	32	2,1	Anglais	Banjul
Ghana	238.537	8.600.000	36	2,7	Anglais	Accra
Guinée	245.857	3.890.000	16	2,7	Français	Conakry
Guinée Equatoriale	28.051	282.000	10	1,8	Espagnol-Anglais	Santa Isabel
Haute-Volta	274.200	5.278.000	19	2,2	Français	Ouagadougou
Ile Maurice	1.865	823.000	402	2,7	Anglais	Port-Louis
Kenya	582.644	10.506.000	17	2,9	Anglais-Swahili	Nairobi
Lesotho	30.444	890.000	29	2,0	Anglais	Maseru
Libéria	111.369	1.150.000	10	1,9	Anglais	Monrovia
Libye	1.759.540	1.869.000	1	3,7	Arabe	Tripoli
Madagascar	587.041	6.600.000	11	2,5	Français-Malgache	Tananarive
Malawi	119.310	4.389.000	37	2,4	Anglais	Zomba

(à suivre)

TABLEAU 1 (suite)
PAYS D'AFRIQUE INDEPENDANTS

P a y s	Superficie totale en km ²	Population totale	Densité par km ²	% du taux de croissance de la population: décennie (1960-1970)	Langue officielle	Capitale
Mali	1.204.000	4.881.000	4	2,1	Français	Bamako
Maroc	447.000	15.050.000	34	2,9	Arabe	Rabat
Mauritanie	1.030.700	1.140.000	1,5	1,9	Arabe-Français	Nouakchott
Niger	1.267.000	3.909.000	3	3,0	Français	Niamey
Nigeria	923.768	64.560.000	70	2,6	Anglais	Lagos
Ouganda	236.036	9.500.000	40	3,0	Anglais	Kampala
République Centrafricaine	617.000	1.459.000	2,6	2,5	Français	Bangui
République Sud-africaine	1.221.037	19.618.000	16	2,4	Anglais	Prétoria
Rhodésie	389.361	5.100.000	13	3,2	Anglais	Salisbury
Ruanda	26.338	3.500.000	133	3,1	Kinyarwanda-Français	Kigali
Sénégal	196.192	3.780.000	19	2,5	Français	Dakar
Sierra Leone	71.740	2.512.000	35	1,5	Anglais	Freetown
Somalie	637.661	2.730.000	4	2,9	Anglais-Italien-Arabe	Mogadishu
Soudan	2.505.813	15.186.000	6	2,8	Arabe	Khartoum
Swaziland	17.375	410.000	24	3,0	Anglais	Mbabane
Tanzanie	939.701	12.926.000	14	2,5	Swahili-Anglais	Dar-es-Salam
Tchad	1.284.000	3.510.000	3	1,6	Français	N'djema
Togo	56.000	1.815.000	32	2,6	Français	Lomé
Tunisie	164.150	5.027.000	31	2,8	Arabe	Tunis
Zaïre	2.345.409	17.100.000	7	2,2	Français	Kinshasa
Zambie	752.614	4.208.000	6	3,0	Anglais	Lusaka
Afrique (environ)				12	2,4	

SOURCE: UN., *Statistical Yearbook*, données se référant à 1970-1971.

nationalisme diversement compris et appliqué de nombreux états, à l'objectif de *self-reliance* du Ghana (objectif qu'il a en commun avec d'autres nations), aux expériences socialistes de la Tanzanie de Nyerere, de la Guinée de Sekou Touré, de l'Algérie de Boumedienne, à la politique du « dialogue » (avec l'Afrique du Sud) adoptée par le Malawi (1). Une fois finie l'époque coloniale dans la majeure partie de l'Afrique, on a vu émerger le néo-colonialisme, c'est-à-dire l'alliance de la bourgeoisie nationale avec les intérêts capitalistes étrangers, dernier moyen auquel on a recours pour lier le destin économique d'un pays dominé aux exigences du pays qui le domine. Pour le continent, la meilleure solution politique à adopter serait celle de l'unité africaine dont on a tant parlé, à laquelle tous les pays (ou presque) semblent croire, mais vers laquelle on ne s'achemine pas rapidement, pour le moment du moins. Par contre, des accords sur une base territoriale plus restreinte ont revêtu des formes plus concrètes dans les domaines de la coopération économique, commerciale et financière.

Aspects démographiques. On peut étudier le phénomène démographique sous ses angles les plus significatifs qui sont: sa dimension en termes absolus, sa densité et son taux de croissance.

(1) Le PEARSON REPORT, *op. cit.*, p. 264, déclare ce qui suit: « En ce qui a trait à la propriété privée des entreprises, le comportement des gouvernements africains reflète de façon diverse la gamme entière des lignes directrices des politiques non communistes. C'est ainsi qu'un groupe, comprenant des pays comme la Guinée, l'Égypte, le Mali et la Tanzanie, considère que le gouvernement doit contrôler directement les secteurs clés de la production; un autre groupe, qui comprend la Libye, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Nigeria, se fie au rôle joué par le secteur privé (toutefois, le premier de ces groupes ne favorise pas l'abolition de la propriété privée, tandis que les gouvernements du second hésitent à jouer de plus en plus un rôle de guide pour la production des produits de base).

Entre ces deux groupes il y a ensuite une série de pays qui se sont efforcés de promouvoir une répartition mieux équilibrée entre le secteur public et le secteur privé ».

AFRIQUE POLITIQUE SOUS LE REGIME COLONIAL ET DATE DE LA CONQUÊTE DE L'INDEPENDANCE PAR LES COLONIES

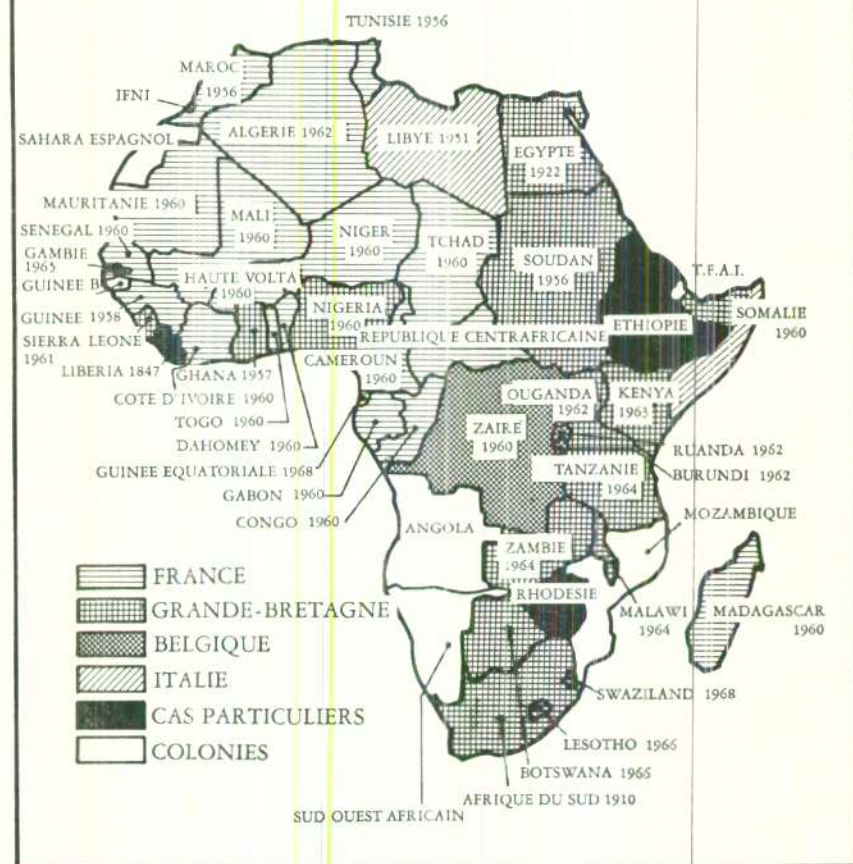


TABLEAU 2

PAYS D'AFRIQUE INDEPENDANTS

Pays	Date de l'indépendance	Dernière puissance colonisatrice
Algérie	3 juillet 1962	France
Botswana	30 septembre 1966	Angleterre
Burundi	1 juillet 1962	Belgique
Cameroun	1 janvier 1960	France-Angleterre
Congo-Brazzaville	15 août 1960	France
Côte d'Ivoire	7 août 1960	France
Dahomey	1 août 1960	France
Egypte	1922	Angleterre
Ethiopie	1945	—
Gabon	17 août 1960	France
Gambie	18 février 1965	Angleterre
Ghana	6 mars 1957	Angleterre
Guinée	2 octobre 1958	France
Guinée Equatoriale	12 octobre 1968	Espagne
Haute-Volta	5 août 1960	France
Ile Maurice	12 mars 1968	Angleterre
Kenya	12 décembre 1963	Angleterre
Lesotho	4 octobre 1966	Angleterre
Libéria	26 juillet 1847	—
Libye	24 décembre 1951	Italie
Madagascar	26 juin 1960	France
Malawi	6 juillet 1964	Angleterre
Mali	22 septembre 1960	France
Maroc	28 mars 1956	France-Espagne
Mauritanie	28 novembre 1960	France
Niger	3 août 1960	France
Nigeria	1 octobre 1960	Angleterre
Ouganda	9 octobre 1962	Angleterre
République Centrafricaine	13 août 1960	France
République Sud-africaine	1910	Angleterre
Rhodésie	11 novembre 1965	Angleterre
Ruanda	1 juillet 1962	Belgique
Sénégal	11 septembre 1960	France
Sierra Leone	27 avril 1961	Angleterre
Somalie	1 juillet 1960	Italie-Angleterre-France
Soudan	1 janvier 1956	Angleterre-Egypte
Swaziland	6 septembre 1968	Angleterre
Tanzanie	25 avril 1964	Angleterre
Tchad	11 août 1960	France
Togo	27 avril 1960	France
Tunisie	20 mars 1956	France
Zaire	30 juin 1960	Belgique
Zambie	24 octobre 1964	Angleterre

En 1970, la population globale de l'Afrique était d'environ 344 millions d'habitants pour une population mondiale de 3.635 millions, comme le fait ressortir le tableau suivant:

POPULATION
(en millions d'habitants - 1970)

<i>Population mondiale</i>	3.635
Europe	462
URSS	243
Etats-Unis et Canada	228
Asie	2.056
Afrique	344
Amérique latine	283
Océanie	19

SOURCE: U.N., *World Population Conference*, vol. II, pag. 21.

A l'intérieur du continent, la répartition est assez inégale et ce sont les pays ayant une très faible densité de population en termes absolus qui prédominent, soit parce que leur superficie est restreinte, soit parce qu'ils ont de vastes zones inhabitables. Trois nations seulement comptent plus de 20 millions d'habitants (le Nigeria, de beaucoup la plus peuplée avec plus de 60 millions d'habitants; l'Egypte et l'Ethiopie); six autres pays ont de 10 à 20 millions d'habitants (Zaïre, Soudan, Maroc, Algérie, Tanzanie, Kenya), tandis qu'il y en a au moins 29 dont la population est inférieure à 5 millions (dans 13 d'entre eux elle n'atteint pas les 2 millions). A part quelques exceptions remarquables, le continent est fractionné à l'extrême du point de vue politique si bien que, pris séparément, chaque état africain ne peut aspirer qu'à un rôle très modeste sur la scène mondiale. Cette constatation et d'autres considérations analogues forment la base de l'exposé qui va suivre sur les rapports internationaux du point de vue économique et financier.

La densité de population moyenne par km² est de presque 12 habitants, elle dépasse à peine celle de l'Amérique latine, mais reste nettement inférieure à celle de l'Asie, si on limite la comparaison aux seules régions en voie de développement. Dans quelques petits pays seulement les densités de population sont élevées (Ile Maurice, Ruanda, Burundi), tandis que dans un grand nombre elles sont comprises entre 15 et 40, et qu'une quinzaine de pays enfin présentent des densités inférieures à la moyenne (en général ce sont les territoires désertiques du nord et du sud et ceux où la forêt équatoriale est la plus épaisse).

En elle-même et par elle-même la densité ne signifie pas grand-chose si elle n'est pas mise en relation avec les ressources physiques du pays et avec son degré de développement économique et de niveau technique. Une conception très répandue à ce sujet est que, dans les régions peu habitées, une augmentation rapide de la population sert l'intérêt national ou, tout-au-moins, ne crée pas de problèmes, puisque le pays a tellement de terres à sa disposition (1). Sans compter que, pour cultiver des terres vierges il faut des investissements massifs de capitaux, et ceux-ci n'abondent certes pas en Afrique, il nous semble, au contraire, que — d'une manière générale — l'Afrique a la chance de ne pas être affligée, pour le moment, d'un excédent de population, comme c'est le cas, au contraire, dans d'autres parties du globe.

(1) Dans ce sens, parmi tant d'autres, un journaliste du « Daily Times » nigérien déclare: « Loin de chercher à diminuer le nombre des naissances, ce qui est utile au Nigeria comme à l'Afrique, c'est une énorme croissance de population ». Ceci parce que l'Afrique est, précisément, l'un des continents les moins peuplés, avec de nombreuses ressources inutilisées, et parce que cette population accrue servirait à lutter plus efficacement contre les racismes et les puissances coloniales du continent. Consulter: TSARO-WIWA, *Don't mind the pill-pedlars: we need more babies here*, « Daily Times » (Nigeria), octobre 1971. Sans arriver à cette position radicale, la thèse de l'Afrique sous-peuplée est celle de bien des Africains.

Le sujet devient alors le troisième indice, celui du taux de croissance qui a été, en moyenne, pendant la décennie 1960-1970 le suivant:

(en pourcentage)

<i>Taux de croissance mondial de la population</i>	1,9
Europe	0,9
URSS	1,4
Etats-Unis et Canada	1,4
Asie	2,5
Afrique	2,4
Amérique latine	2,9
Océanie	2,0

SOURCE: U.N., *World Population Conference*, vol. II, p. 22.

Dans son ensemble, le Tiers Monde a un taux de développement supérieur à celui des pays évolués, mais l'Afrique voit le sien précédé par celui de l'Asie et de l'Amérique latine. Ce fort niveau de croissance pourrait se révéler comme étant un facteur négatif dans l'avenir (1). C'est pour ce motif que l'on constate de la part des divers gouvernements une généralisation de l'admission du *family planning* (2), bien que, suivant les cas, leurs convictions soient différentes.

(1) KAMARCK, *op. cit.*, p. 27, déclare à ce sujet: « Ce qui va compter maintenant est le taux de croissance de la population, celui des produits nationaux bruts, et la corrélation qui existe entre eux. A cet égard, l'accélération du taux de croissance de la population qui, aujourd'hui, a lieu sans aucun doute presque partout en Afrique constitue un facteur négatif considérable ».

Les estimations des Nations Unies quant à la population du globe en l'an 2000, calculées sur la base de l'expérience des années soixante, donnent un chiffre d'environ 800 millions pour l'Afrique (sur un total de 7 milliards d'habitants).

(2) Consulter l'intéressante publication de la WORLD BANK, *Population planning*, mars 1972, p. 83.

CARACTÉRISTIQUES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

On examinera, dans ce paragraphe, certains aspects économiques du sous-développement de l'Afrique, en se référant à ceux qui nous paraissent les plus représentatifs. On fera ensuite la synthèse: des statistiques sur le revenu national, des caractéristiques relatives aux principaux secteurs économiques, des facteurs de production et autres éléments essentiels, tels que le dualisme et la dépendance vis-à-vis de l'étranger (1).

Le revenu national. Parmi les nombreuses définitions du sous-développement (2), la plus courante se réfère au critère du revenu *pro capite*, classant comme pays arriérés ceux dans lesquels cet indice est faible. Outre qu'un tel indice ne tient pas compte de la répartition du revenu non plus que d'un grand nombre d'autres facteurs, il n'a jamais été facile de dire ce que signifie « faible ». A cet égard, les Nations Unies ont déclaré: « nous avons éprouvé quelques difficultés dans l'interprétation du terme « pays sous-développés ». Nous utilisons cette expression pour définir les pays dont le revenu réel *pro capite* est faible en comparaison des revenus *pro capite* aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Europe occidentale. Dans ce sens le terme synonyme adéquat serait: « pays pauvres » (3).

(1) Les sujets et les théories sur le sous-développement examinés individuellement font l'objet d'une très vaste bibliographie. Pour avoir une liste systématique de certains ouvrages de base sur la question, voir les indications bibliographiques contenues dans la dernière partie du recueil d'études publié récemment par Jossa, *Economia del sottosviluppo*, Bologne, 1973, pp. 411-430.

(2) Consulter, par exemple, celles contenues dans: MARRAMA, *Saggio sullo sviluppo economico dei paesi arretrati*, 1967, et dans LACOSTE, *op. cit.*, pp. 177-185.

(3) Voir U.N., *Measures for the Economic Development of Under-developed Countries*, New York, 1951, p. 3. Dans le même sens, on lit à la p. 23 du PEARSON REPORT, *op. cit.*: « il est impossible de tracer une nette démarcation entre les pays développés et ceux en voie de développement; il y a, en fait, certains cas de pays difficiles à classer et sur la définition desquels les statisti-

De l'observation des données statistiques suivantes on peut déduire clairement la position de l'Afrique comparée à celle des autres parties du globe. Les graphiques 1 et 2 donnent la démonstration visuelle de la façon dont il faudra redimensionner l'importance des divers continents en prenant pour base la valeur globale du produit national brut: la totalité des pays en voie de développement, qui comprend les deux tiers de l'humanité, ne représente que 10% du PNB dans le monde (et l'évolution durant la décennie 1960-70 au cours de laquelle on devait atteindre le but fixé par l'ONU d'une croissance annuelle de 5% en moyenne n'a pas beaucoup déplacé les termes de comparaison) et l'Afrique toute entière, sans compter la République Sud-africaine, a un PNB équivalent à environ 2/3 du PNB italien.

Si l'on se réfère toujours aux comparaisons par régions, en y insérant toutefois les valeurs du revenu *pro capite* et celles de la population, on obtient le tableau ci-après:

CROISSANCE REGIONALE: DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) AUX PRIX CONSTANTS DE LA POPULATION ET DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT - 1950-1967
(pourcentage annuel)

	PIB	Population	PIB par habitant
Pays en voie de développement	4,8	2,3	2,4
Afrique	4,0	2,3	1,7
Pays industrialisés	4,3	1,2	3,1

SOURCE: PEARSON REPORT, *op. cit.*, p. 358.

ques internationales elles-mêmes se trouvent souvent en désaccord. Ces cas limites mis à part, la majeure partie des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont séparées du reste du monde industrialisé par une distance énorme soit que l'on considère leur revenu *pro capite*, leurs conditions sociales, les caractéristiques démographiques, ou la structure de leur production ». L'Auteur ajoute que lorsque le revenu est inférieur à 500 dollars par an on peut, sans hésitation, parler de pays non encore développés.

Parmi les régions en voie d'expansion, l'Afrique est celle qui progresse le moins. Les pays pauvres dans leur ensemble outre qu'ils marquent un retard dans les valeurs absolues du revenu par habitant (en 1966 il était de: 112 dollars en Afrique, 141 en Asie, 300 en Amérique latine, 1.400 en Europe, 3.000 en Amérique du Nord), ont un taux de croissance inférieur à celui du monde industrialisé ce qui accentue encore la distance qui les sépare de ce dernier (1).

Le Tableau 3 donne la décomposition par pays des données sur le PNB, sur le revenu *pro capite* et le taux de croissance annuel moyen pendant la période 1960-1971. En faisant toutes réserves sur la fiabilité de ces statistiques et en tenant compte de la sous-estimation qui caractérise généralement ces évaluations monétaires, il n'y a aucun doute que les revenus en question sont extrêmement faibles: nous constatons qu'un tiers des états ont un revenu inférieur à 100 dollars par habitant, tandis que 14 autres ne dépassent pas un revenu de 200 dollars. Seule la Libye, grâce à la découverte et à l'exploitation de ses gisements de pétrole, a un revenu spectaculaire de 1.450 dollars, revenu qui par ailleurs est réparti de manière très inégale. Rares sont les pays qui « comptent » du point de vue de leur produit global: le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie, le Maroc, la Libye, pour ne citer que les premiers par ordre de classification (2).

(1) Consulter, pour une discussion critique sur le *widening gap*, BAUER, *Il crescente distacco*, dans « Moneta e Credito », décembre 1971.

Si l'on excepte les répercussions négatives d'événements particuliers, tels que les calamités naturelles ou d'autres facteurs impossibles à contrôler, on voit figurer parmi les motifs de la lenteur du développement de certains pays — selon le PEARSON REPORT, *op. cit.*, p. 29 —: « le manque d'intérêt sérieux pour le problème de l'expansion, la faible capacité de réalisation d'une politique économique et, enfin, une certaine réticence à affronter les implications politiques et sociales d'une mutation radicale des structures essentielles ».

(2) Pour approfondir la question, voir U.N. ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *op. cit.*, pp. V-XIV et 1-17.

D'après Kamarck (1) le mode d'utilisation des ressources en Afrique est habituellement conforme au schéma suivant:

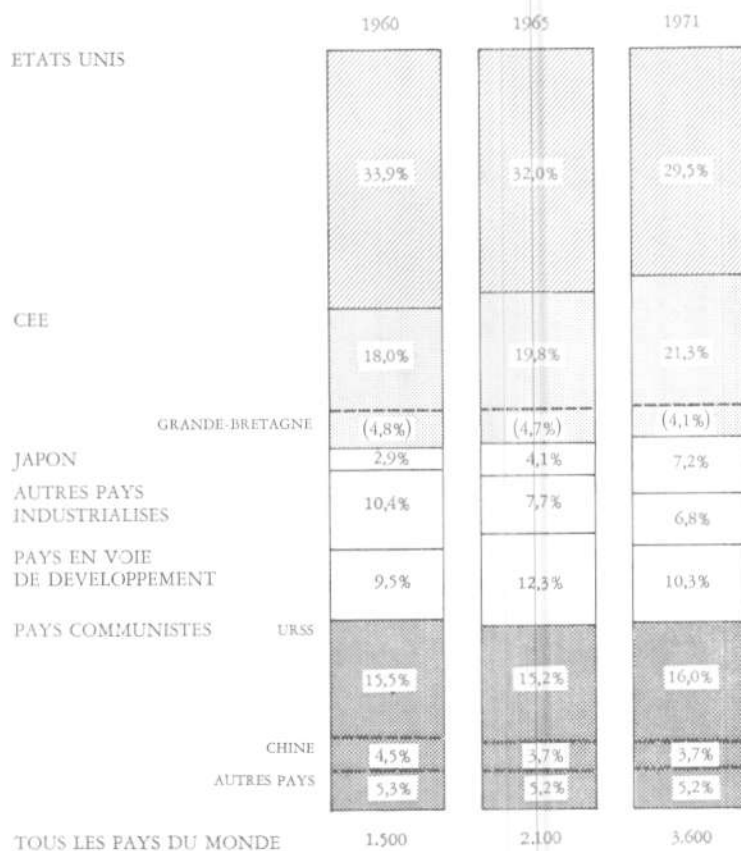
Produit intérieur brut global	100
Importations	28
Total des ressources disponibles	128
<i>Emplois</i>	
Consommations des particuliers	71
Consommations publiques	15
Formation du capital intérieur brut	16
Exportations	26
	128

Secteurs de production. Pour la moyenne des Pays africains c'est l'agriculture qui occupe la première place dans la formation de leur revenu et fournit du travail à un pourcentage très élevé de la population. Il s'agit, d'une part, de l'agriculture de subsistance typique effectuée suivant des méthodes traditionnelles, et d'autre part de celle pratiquée sur une vaste échelle et dans des plantations qui fournit les cultures industrielles destinées surtout à l'exportation: cacao, café, arachides, coton, graines de palmier, tabac, sucre, caoutchouc, sisal, thé, bananes, bois précieux. L'élevage, très important dans diverses régions, est utilisé, soit pour la consommation interne, soit pour des échanges entre les divers pays. Dans certains cas, l'application de systèmes de production rationnels et un plus grand intérêt pour ce secteur de la part des gouvernements, dans le cadre d'une tendance généralisée à adopter la politique de *self-reliance* ont donné de bons résultats et ont permis de réduire l'importation de denrées alimentaires. En effet, partis, au lendemain de leur indépendance, vers la réalisation de programmes de

(1) Voir KAMARCK, *op. cit.*, p. 21.

GRAPHIQUE 1

VALEUR GLOBALE DU PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB)
DANS LE MONDE
(EN MILLIARDS DE DOLLARS DES E.U., AUX PRIX COURANTS)

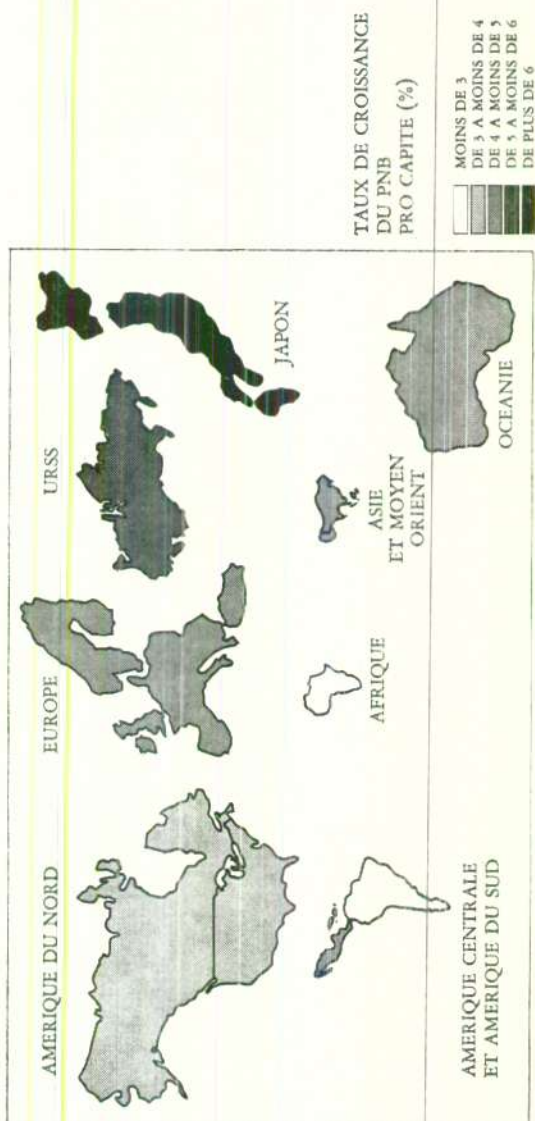


N.B. - La valeur du produit national brut dans le monde en 1971 est calculée sur la base des parités smithsoniennes fixées le 18 décembre de cette même année.

SOURCE: FIRST ANNUAL INTERNATIONAL ECONOMIC REPORT TO CONGRESS, Washington, mars 1972.

GRAPHIQUE 2

PRODUIT NATIONAL BRUT PRO CAPITE ET TAUX DE CROISSANCE DANS
LES GRANDS TERRITOIRES
(LES ZONES REGIONALES SONT DELIMITEES EN PROPORTION DU PNB PRO CAPITE EN 1970)



SOURCE: BANQUE MONDIALE, Trends in developing Countries, 1973, graphique 1.4.

TABLEAU 3

AFRIQUE: PNB AUX PRIX DU MARCHÉ (1971), PNB *PRO CAPITE* (1971) ET TAUX DE CROISSANCE MOYEN PAR AN (1960-1971 ET 1965-1971)

P a y s	PNB aux prix du marché		PNB <i>pro capite</i> taux de croissance en %	
	Total	<i>Pro capite</i>	1960-1971	1965-1971
Nigeria	7.840	140	2,1	2,7
Egypte	7.540	220	1,6	0,2
Ethiopie	1.990	80	2,7	1,2
République Sud-africaine (1)	18.360	810	2,8	2,2
Zaïre (4)	1.750	90	2,9	3,6
Soudan (2) (4)	1.900	120	—	— 0,9
Maroc	4.040	260	1,1	2,5
Algérie (3)	5.260	360	3,5	4,8
Tanzanie	1.470	110	3,1	3,3
Kenya	1.850	160	3,5	4,3
Ouganda	1.340	130	2,1	1,6
Ghana	2.250	250	—	— 2,1
Madagascar	1.020	140	0,6	2,5
Cameroun	1.160	200	4,0	3,7
Rhodésie	1.730	320	1,1	2,6
Haute-Volta	390	70	0,9	1,7
Tunisie	1.670	320	2,8	3,6
Côte d'Ivoire	1.730	330	4,6	4,4
Mali	370	70	1,4	1,0
Malawi	410	90	2,5	2,3
Zambie	1.620	380	3,2	1,0
Niger	400	100	— 2,5	— 4,4
Guinée	380	90	0,1	0,3
Sénégal	1.020	250	— 0,4	— 1,2
Ruanda (4)	230	60	— 0,8	2,2
Tchad	310	80	0,6	2,2
Burundi (4)	220	60	1,1	0,5
Somalie (4)	210	70	— 0,9	0,8
Dahomey	280	100	0,8	1,8
Sierra Leone	540	200	3,9	4,7
Libye	2.930	1.450	17,6	8,1
Togo	300	150	4,6	2,5
République Centrafricaine	240	150	0,4	1,6

(à suivre)

TABLEAU 3 (suite)

AFRIQUE: PNB AUX PRIX DU MARCHÉ (1971), PNB PRO CAPITE (1971) ET TAUX DE CROISSANCE MOYEN PAR AN (1971-1972 et 1965-1971)

Pays	PNB aux prix du marché		PNB <i>pro capite</i> taux de croissance en %	
	Total	<i>Pro capite</i>	1960-1971	1965-1971
Libéria	330	210	2,5	3,8
Mauritanie	200	170	5,7	2,1
Congo	300	270	0,9	1,4
Lesotho (4)	100	100	—	0,5
Ile Maurice	230	280	— 0,4	— 0,7
Botswana (4)	100	160	3,2	4,9
Gabon	340	700	5,2	7,7
Swaziland (4)	80	190	4,7	0,9
Gambie	50	140	3,6	2,1
Guinée Equatoriale	60	210	2,7	— 1,8

NOTES: Le PNB aux prix du marché est arrondi aux dizaines de millions de dollars des E.U. (\$); le PNB pro capite est arrondi au chiffre se rapprochant le plus de 10 \$.

(1) Y compris *Namaland* (Namibia).

(2) Le taux de croissance du PNB *pro capite* se réfère à la période 1966-1971.

(3) Le taux de croissance du PNB *pro capite* se réfère à la période 1963-1970.

(4) Estimations approximatives du PNB *pro capite* et de son taux de croissance.

SOURCE: BANQUE MONDIALE, *Atlas* 1973, p. 6.

développement industriel ambitieux, les Pays d'Afrique reviennent, aujourd'hui, après une décennie ou un peu plus, à la poursuite des efforts nécessaires à la mise en valeur de leurs ressources naturelles et à la diversification des productions. Dans ce domaine, ces états peuvent compter sur une assistance technique et financière venant de l'étranger et des organisations internationales.

Si, dans tous les Pays africains, l'agriculture reste encore l'activité essentielle pour certains, l'exploitation des ressources de leur sous-sol constitue le secteur déterminant des exportations et donc des rentrées de devises. Le pétrole, les minerais de fer, le cuivre,

le zinc, l'aluminium, l'uranium, les diamants, le cobalt, l'étain, le manganèse, le platine représentent, pris séparément, la source de richesse des différents pays; les canaux de distribution de ces ressources augmentent les liens de ceux-ci avec l'étranger et leur dépendance à son égard. Dans le dernier chapitre de cette monographie nous apporterons notre attention aux problèmes relatifs aux exportations des produits d'origine agricole et minière essentiels et à leurs répercussions sur l'activité des banques centrales.

Nombreux sont les pays où l'on considère que l'industrie est le facteur-clé d'un développement rapide. Dès leur création, la majorité des Pays d'Afrique ont choisi cette voie, adoptant des politiques courageuses, mais erronées parfois, en faveur de l'industrialisation afin, tout d'abord, de se pourvoir en produits manufacturés pouvant remplacer les produits d'importation équivalents fournis par l'étranger, ensuite de mettre en oeuvre des productions destinées à l'exportation (1).

L'industrie fera également partie de l'exposé sur les relations avec le reste du monde, en ce qui concerne les prêts internationaux et, plus particulièrement encore, les investissements effectués directement par l'étranger.

Enfin, le secteur tertiaire souffre, en général, d'éléphantiasis et de parasitisme provenant de l'ingérence de l'administration publique à laquelle correspond une prestation de services inefficace. Mais il s'agit là d'un problème que connaissent également les économies plus évoluées.

(1) Sur cette question aussi la Banque Mondiale a préparé récemment un *pamphlet* qui fait le point sur la situation relative au degré d'industrialisation atteint dans les pays en expansion, sur les obstacles auxquels ils se heurteront pendant la décennie 1970-1980, et sur les stratégies qu'il sera possible d'adopter. Consulter: WORLD BANK, *Industry: sector working paper*, avril 1972.

Facteurs de production. Le facteur terre-ressources naturelles ne fait certes pas défaut en Afrique, mais ce sont les autres éléments susceptibles de la rendre fertile et productive qui bien souvent lui manquent: les systèmes d'irrigation, les méthodes de travail plus modernes, les engrais. En un mot, ce qui est rare ici, comme pour les autres activités, c'est le facteur capital, soit parce qu'il se forme lentement à l'intérieur du fait surtout que les niveaux de revenu sont bas et que les efforts en vue de promouvoir l'épargne sont rares, soit parce que le capital fourni par l'étranger n'est jamais suffisant et comporte en plus de nombreuses obligations sur lesquelles nous reviendrons plus longuement en temps utile.

Sans aucun doute le facteur de la main d'oeuvre non spécialisée est abondant, et c'est précisément cette absence de qualification qui fait que sa rémunération tend toujours (qu'il s'agisse de la période coloniale ou de celle d'aujourd'hui avec l'indépendance) à être dans les proportions du niveau de subsistance (1). Ce qui manque terriblement, par contre, au point de constituer un obstacle au développement plus considérable, peut-être, que l'absence de capitaux, c'est la capacité d'entreprise; évidemment elle ne peut s'improviser après des siècles de domination coloniale.

Le processus d'africanisation et de mise en valeur des aptitudes aux fonctions de direction est partout considéré en priorité dans les plans de développement, toutefois, aujourd'hui encore des firmes importantes sont contrôlées par des *expatriates*. Les entreprises locales sont presque toutes publiques, c'est l'état qui crée les divers organismes chargés de la direction des différents sec-

(1) Lire les excellentes pages de MYINT, dans *The Economics of the developing countries*, Hutchinson University Library, 1969 pp. 53-68 sur « cheap labour policy », et le très célèbre article de LEWIS, *Economic development with unlimited supplies of labour* (The Manchester School, mai 1954).

teurs (1). A l'aide d'une série d'encouragements, sous forme de facilités fiscales et de crédit, on cherche par tous les moyens à promouvoir la création de petites et moyennes entreprises privées sur le plan local (les pays s'inspirant du système socialiste agissent aussi dans le même sens).

Dualisme. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'une des caractéristiques principales du sous-développement en Afrique comme ailleurs, est celle de la présence de deux secteurs: l'un arriéré, l'autre moderne. Cependant, le dualisme africain se distingue de celui de l'Asie par la cause le provoquant: l'absence de demande (2). Telle est la marque du secteur traditionnel, du point de vue social, économique, financier et technologique: c'est dans ce secteur que se développe la soi-disant économie de subsistance ou d'auto-consommation, et que se perpétue le « cercle vicieux de la pauvreté » (3). Au contraire, le secteur moderne se caractérise par son dynamisme, son ouverture vers l'extérieur, ses productions plus perfectionnées technologiquement et plus efficaces, sa concentration dans les zones urbaines. Voici la définition de Furtado (4): « Le degré de sous-développement est exprimé par le poids du

(1) Dans quelques pays — c'est le cas du Ghana avec la GIHOC (*Ghana Industrial Holding Corporation*) — un important holding financier public a été formé, sur le type de l'IRI, qui gère l'activité des sociétés dépendantes au moyen de participations.

On reviendra sur le problème de l'intervention plus ou moins massive de l'état dans l'économie, en étudiant le système adopté en ce qui concerne les investissements étrangers.

(2) Voir MYINT, *op. cit.*, p. 49.

(3) Pour avoir une définition parfaitement claire du « cercle vicieux de la pauvreté » voir: NURKSE, *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, Oxford University Press, 1967, pp. 4-5.

(4) Voir FURTADO, *Teorie dello sviluppo economico*, Laterza, 1972, pp. 221-2.

secteur arriéré dans la formation du produit global et la nature de ce poids. L'intensité relative de l'accumulation dans le secteur évolué, l'orientation du progrès technologique et l'augmentation de la population en âge de travailler constituent dans l'ensemble de l'économie les facteurs indiquant le degré auquel l'état de sous-développement est dépassé ».

Dépendance vis-à-vis de l'étranger. Il existe une étroite connexion entre les deux expressions: secteur moderne et dépendance à l'égard de l'étranger, ce qui, malheureusement, revient à dire que, pour une bonne part, les possibilités d'évolution économique des Pays africains sont encore liées aux décisions prises dans des centres très éloignés d'eux et en fonction d'intérêts étrangers dont l'économie locale ne profite que dans des cas assez rares. L'intégration qui s'effectue graduellement dans le monde, au niveau commercial et financier, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ferait condamner l'adoption éventuelle par les Pays d'Afrique d'une économie fermée pour tenter de briser les courants internationaux qui leur sont défavorables. Il est certain, toutefois, que choisir de rester sur la scène mondiale devra comporter dans le temps, mais sans hâte, l'organisation de rapports établis sur des bases nouvelles, et, avant tout, la reconstruction d'un certain degré de cohésion parmi les nations africaines. Déjà les solutions techniques existent, et ont fait l'objet d'études approfondies: il manque aujourd'hui les accords politiques nécessaires entre les pays industrialisés et le Tiers Monde.

Chapitre I

HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION

1.1 GÉNÉRALITÉS

Presque partout la création des banques centrales africaines date du lendemain de l'indépendance politique des divers pays soit parce qu'elles ont représenté l'expression de la souveraineté nationale nouvellement acquise, soit, surtout, parce qu'elles ont constitué la charnière du processus de réorganisation dans le domaine économique et financier.

Tout le monde s'accorde, aujourd'hui, à reconnaître l'utilité de ces instituts dans les pays en voie de développement, d'autant qu'elle a été confirmée à la lumière de l'expérience faite durant la décennie 1960-1970, alors que, précédemment, leur validité avait été considérée comme discutable (1). Bien que les banques

(1) SAYERS, *Central banking in underdeveloped countries*, National Bank of Egypt, Le Caire, 1956, fait une synthèse lucide quant aux termes de la question posée à la première page de la première conférence sous ce titre: « Les banques centrales sont-elles partout nécessaires: aujourd'hui, en général, on reconnaît la nécessité d'avoir des banques centrales dans les principaux centres financiers du monde mais doit-on fonder une banque centrale dans tous les états politiquement indépendants? Voilà une question très controversée. Nombreux sont les banquiers, et parmi eux des dirigeants de banques centrales, qui répondent « non », mais les politiciens des pays encore dépourvus de banques centrales sont enclins à insister déclarant que leurs pays devraient posséder de telles institu-

centrales aient été fondées *ex-novo* en Afrique pour faire face aux exigences du développement de l'économie, l'origine de leur genèse se retrouve dans les événements passés de la période coloniale. C'est pourquoi l'histoire des diverses évolutions des établissements bancaires jusqu'à la création des instituts actuels sera résumé dans ce chapitre tandis que les caractéristiques de leur structure et de leurs fonctions seront esquissées dans les chapitres suivants (1).

En prenant pour base l'organisation politique du continent à la veille de la plupart des déclarations d'indépendance des nouveaux états, il est possible de regrouper les expériences africaines dans le domaine monétaire en examinant séparément les territoires sous domination française, anglaise, belge, portugaise, et certains cas particuliers.

tions, car le fait de ne pas en avoir laissé ces derniers exagérément assujettis à des influences étrangères. Ces opinions contradictoires sont d'origine récente: vers 1920, les principaux dirigeants de banques centrales dans le monde étaient en faveur de la fondation d'un plus grand nombre de banques centrales afin de sauvegarder la valeur de l'argent de la courte vue des politiciens. Au cours de la décennie 1950-1960, au contraire, les banquiers craignent de voir les politiciens utiliser les banques centrales au détriment de la stabilité monétaire, tandis que les politiciens redoutent que, sans banque centrale, les intérêts d'un pays ne soient sacrifiés à ceux des banquiers étrangers». Cette même préoccupation est à l'origine de la constitution de banques centrales en Amérique latine pendant les années qui suivirent la première guerre mondiale. A ce sujet, TAMAGNA écrit dans: *La banca centrale nell'America Latina*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1966, p. 58: « Contrairement à l'évolution graduelle en Europe, l'apparition de la banque centrale en Amérique latine constitue, en général, une décision tendant à éliminer le contrôle exercé par les banques étrangères sur les monnaies locales, et à mettre fin également à la nature coloniale de l'économie, celle-ci étant conditionnée par l'étranger ».

(1) Se référer au Chapitre VII pour ce qui concerne les relations avec l'étranger, dans le cas où la monnaie d'un pays circule de façon entièrement autonome et dans celui où elle appartient, au contraire, à une zone monétaire.

1.2 ANCIENS TERRITOIRES FRANÇAIS

Les régions qui correspondent aujourd'hui aux 18 états souverains suivants: Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Haute-Volta, Mali, Niger, Guinée, Côte d'Ivoire, Togo, Dahomey, République Centrafricaine, Tchad, Congo, Cameroun, Gabon et Madagascar faisaient toutes partie de la zone franc à l'époque coloniale (1).

Une telle organisation monétaire aussi fortement concentrée — qui est encore en vigueur aujourd'hui bien que ses caractéristiques diffèrent partiellement (2) — imposait le respect de certaines réglementations communes, du même ordre que l'oeuvre plus vaste de pénétration française accomplie dans le domaine administratif. Le fonctionnement de l'organisation monétaire était

(1) Consulter, pour avoir une analyse détaillée et exhaustive de la zone franc avant l'indépendance, le volumineux ouvrage de BLOCH-LAINÉ, *La zone franc*, Presses Universitaires de France, Paris, 1956, p. 512 (en particulier pp. 18-86).

La zone comprenait alors quatre catégories de territoires:

- 1) la France métropolitaine;
- 2) l'Algérie et les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, placés sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur;
- 3) les territoires appelés: territoires d'outre-mer, comprenant les possessions d'Afrique, d'Asie et des autres parties du monde, le Togo, et le Cameroun, placés sous l'autorité du Ministère de la France d'Outre-Mer;
- 4) la Tunisie et le Maroc, ces deux pays ayant chacun un statut propre défini sur la base de leurs accords respectifs.

Par contre il y avait huit instituts d'émission exerçant leur activité dans la zone:

- a) la Banque de France;
- b) la Banque de l'Algérie;
- c) la Banque d'Etat du Maroc;
- d) l'Institut d'émission de l'AOF - Togo;
- e) l'Institut d'émission de l'AEF - Cameroun;
- f) la Banque de Madagascar;
- g) la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer;
- h) la Banque de l'Indochine.

(2) Voir plus loin, au Chapitre VII.

basé sur deux lignes directrices différentes selon que les rapports étaient entretenus avec des pays compris dans la zone ou avec ceux qui n'en faisaient pas partie. Dans le premier cas, on avait la parité fixe entre les monnaies satellites de la zone et le franc français qui était la monnaie-guide, de plus l'interconvertibilité inconditionnée existait entre les diverses monnaies de la zone: cette liberté absolue des transferts était mise en opération au moyen d'un contrôle rigide exercé par la France sur les instituts d'émission coloniaux et grâce à des mécanismes sous la direction du Trésor par l'intermédiaire desquels étaient financés les déséquilibres éventuels (1). A l'égard des pays n'appartenant pas à la zone, la réglementation s'articulait en un contrôle uniforme des changes ainsi que du commerce extérieur, et en une gestion centralisée des disponibilités en devises autres que le franc français. Cette mission de centralisation et de redistribution des devises était confiée à un organisme spécial: le « Fonds de stabilisation des changes » lequel, en définitive, décidait de la nature des rapports que les pays de la zone devaient avoir avec le reste du monde. Les divers territoires de la zone ne jouissaient donc d'aucune autonomie et il n'existait aucune décentralisation en ce qui concerne la prise des décisions; cet état de choses rentrait parfaitement dans le cadre de la logique coloniale du moment (2).

Plus particulièrement, si l'on considère le processus de l'évolution vers la création des banques centrales actuelles, on constate que, dans les possessions africaines françaises, il a suivi des voies différentes.

(1) BLOCH-LAINÉ, *op. cit.*, voir le chapitre sur « La convertibilité des monnaies de la zone franc ».

(2) Nous verrons, par contre, en temps utile (ci-dessous, au Chapitre VII) que la structure centralisée de la zone franc actuelle est encore moins justifiée.

En Afrique, au sud du Sahara (1), le privilège d'émission pour les billets dans la zone géographique de l'Afrique Occidentale Française (AOF) fut attribué en 1901 à la Banque du Sénégal, et étendue ensuite, quelques années plus tard, à l'Afrique Equatoriale Française (AEF) et au Cameroun sous mandat français en 1919. En ce qui concerne l'AEF et le Cameroun, le droit d'émission est passé en 1942 à la Caisse Centrale de la France Libre (créée à Londres par le Gouvernement de la France Libre, transformée en 1944 en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer et finalement dénommée, une fois les états africains devenus indépendants, Caisse centrale de coopération économique). Cet organisme a rempli sa fonction monétaire jusqu'en 1955, année où fut créé l'Institut d'émission de l'AEF et du Cameroun qui devint par la suite, lors de l'accession à la souveraineté nationale en 1960, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun (BCEAEC), organisme multinational dont la juridiction s'étend au Tchad, à la République Centrafricaine, au Gabon, au Congo (Brazzaville) et au Cameroun.

En novembre 1972, après une modification apportée à ses statuts, l'institut en question a pris la dénomination nouvelle de Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

Une évolution analogue s'est produite en Afrique Occidentale où, en 1955, la Banque de l'Afrique Occidentale a cédé le pas à l'Institut d'émission de l'AOF et du Togo, créé sur l'initiative du gouvernement français. Après avoir obtenu leur indépendance, sept états: Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Dahomey, Mauritanie, Niger, Sénégal, et Togo (ce dernier depuis novembre 1963),

(1) Voir à ce sujet le chapitre sur l'historique des banques d'émission dans les territoires français de l'Afrique noire (pp. 2-39) de LEDUC, *Les institutions monétaires africaines: pays francophones*, Paris, 1965.

ont fondé le 12 mai 1962 l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Ces 12 pays utilisent tous une même monnaie convertible, le franc CFA (Communauté Financière Africaine) (1).

Par contre, les deux autres états de cette région ont suivi des voies divergentes: d'une part, la Guinée a choisi une orientation politique totalement opposée, optant pour un certain isolement et se rapprochant des thèses chinoises. C'est pourquoi elle est sortie de la zone franc et a fondé sa banque centrale autonome qui émet le franc guinéen, monnaie inconvertible. D'autre part, le Mali qui avait d'abord signé le traité constituant la UMOA, ne ratifia pas l'accord à la suite de divergences avec les autres pays de l'association, et a créé sa propre monnaie indépendante et non convertible, ce qui lui a valu un bon nombre de problèmes financiers, tant qu'une convention spéciale n'a pas été passée avec la France pour permettre la convertibilité du franc malien et son libre transfert dans la zone franc.

Une expérience analogue à celle des événements qui ont amené à la constitution de la BCEAEC et à celle de la BCEAO a été faite par l'Ile de Madagascar où la monnaie française a circulé jusqu'en 1925, année au cours de laquelle la Banque de Madagascar s'est vue conférer le privilège de banque d'émission. En 1950, cet institut a été remplacé par une société d'économie mixte, la Banque de Madagascar et des Comores; celle-ci a été suivie après l'obtention de l'indépendance en 1960 par l'Institut d'émission malgache, qui a commencé à fonctionner le 1er janvier 1964. Aux termes d'un accord avec la France, le franc malgache a fait

(1) Sur les motifs qui ont amené la Mauritanie à sortir de la zone franc en novembre 1972 (et aussi Madagascar en mai 1973), voir ci-dessous au Chapitre VII où seront dûment exposés les troubles et l'agitation qui se manifestèrent au sein de la zone pendant ces dernières années.

partie de la zone franc jusqu'à la décision de mai 1973 qui l'a rendu totalement indépendant (1).

Dans les trois pays du Maghreb l'histoire des questions monétaires est plus complexe et témoigne d'une acceptation moins rapide des solutions proposées au cours du temps par la puissance colonisatrice. Avant de devenir un état indépendant en 1956, le Maroc disposait d'une banque centrale, la Banque d'Etat du Maroc fondée en février 1907, avec un siège social à Tanger et un siège administratif à Paris; il s'agissait d'un organisme international dont les activités s'étendaient non seulement au Maroc français, mais aussi à la zone administrée par l'Espagne et à la zone internationale de Tanger; cet organisme avait été envisagé à la conférence d'Algésiras par un consortium bancaire ayant à sa tête la Banque de Paris et des Pays-Bas (2). Au privilège de l'émission venait s'opposer l'obligation de garantir les billets émis par une réserve dont la valeur ne pouvait être inférieure au tiers de la monnaie circulante. Vers la fin de la décennie 1930-1940, la France modifia progressivement le caractère multinational de l'institut et parvint à contrôler 53% de son capital. Après les péripéties de l'hassani, devenu inconvertible, on en arriva à créer le franc marocain, retirant au franc français tout pouvoir libératoire sur le territoire du protectorat. Afin d'établir une parité

(1) Voir ci-dessous, au Chapitre VII.

(2) Sur l'évolution de la banque centrale du Maroc au cours de l'histoire, consulter: DOGHMI, *Le rôle de la Banque du Maroc dans le système monétaire et bancaire*, Imprimeries Réunies, Casablanca, 1967, pp. 13-82; NESCI, *Caratteristiche strutturali e funzionali del sistema bancario del Marocco*, document dactylographié, 1973, pp. 41-62; FREDIANI, *Présentation à BASU La banca centrale nei Paesi in via di sviluppo*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1971, pp. XXIV-XXXI; CARFORA, *L'organizzazione creditizia nei Paesi afro-asiatici*, dans « Bancaria », 1961, n. 7, pp. 766-767.

automatique entre les deux monnaies et d'éviter les fluctuations de change découlant du résultat des balances de paiement, un « compte d'opérations » fut ouvert avec le Trésor français (1); grâce à ce compte il était prévu, dans le cas des francs soit français, soit marocains, seraient introuvables sur les marchés des changes, que cession serait faite aux parties intéressées des disponibilités requises par le pays temporairement déficitaire. Etant donné que cette position était celle du Maroc, les lignes de crédit du Trésor français finirent par revêtir le caractère de financements à l'exportation, ayant des répercussions négatives pour l'économie marocaine. La Banque d'Etat outre sa fonction de battre monnaie exerçait des activités de banque commerciale d'une grande ampleur, apportant une aide considérable aux entreprises étrangères (françaises, en particulier) qui s'installaient au Maroc. Une fois l'indépendance conquise, les liens avec la France se dénouèrent afin de mettre un terme à la politique d'asservissement à l'ancienne puissance colonisatrice: le Maroc ne suivit pas la France lors de la dévaluation du 28 décembre 1958, et libéra sa monnaie; six mois plus tard la France prit unilatéralement la décision de clore le « compte d'opérations »; en octobre de la même année, la création de la nouvelle unité monétaire, le dirham, fut annoncée et cette monnaie est tout-à-fait indépendante du franc français; pendant la même période les transactions avec la Banque d'Etat du Maroc furent menées à bien et le droit d'émission fut accordé à la nouvelle banque centrale, la Banque du Maroc.

Ce sont à peu près les mêmes vicissitudes monétaires qui ont amené les deux autres pays du Maghreb, l'Algérie et la Tunisie,

(1) Nous étudierons plus en détails le fonctionnement de ces comptes lorsque nous analyserons le mécanisme actuel de la zone franc. Voir ci-dessous, Chapitre VII.

à créer des banques centrales autonomes (1). Le 4 août 1851, fut fondée la Banque de l'Algérie, dont le siège social était à Alger; le droit exclusif d'émettre la monnaie, réservé auparavant à la Banque de France, lui fut accordé pour une durée de vingt ans prorogé plusieurs fois par la suite. Depuis le 7 mai 1904 la juridiction de cette banque s'étendit à la Régence de Tunisie, aussi prit-elle plus tard le nom de Banque de l'Algérie et de la Tunisie. Les dispositions prises en vue de la nationalisation au mois de mai 1946 transformèrent l'institut d'émission en banque des banques, habilitée à contrôler et à diriger le crédit. La composition du capital social fut également modifiée, la moitié des actions étant attribuée au gouvernement français et les 50% restant à l'Algérie pour 2/3 et à la Tunisie pour 1/3. Le 19 septembre 1958 la banque perdit ses droits en Tunisie par suite de la création de la nouvelle banque centrale de ce pays, de sorte qu'après avoir repris le nom d'origine de Banque de l'Algérie elle poursuivit ses opérations jusqu'au 31 décembre 1962, date à laquelle, grâce à la proclamation de l'indépendance, fut constituée la Banque Centrale d'Algérie actuelle; celle-ci émet le dinar, monnaie inconvertible sans liens avec le franc français (2).

Quant à la Tunisie, une fois son indépendance proclamée en 1956, elle resta deux années encore assujettie au mécanisme de la

(1) En ce qui concerne l'Algérie, on peut consulter ROSSIGNOLI, *Le système bancaire de l'Algérie*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1973, pp. 41-62. Pour la Tunisie, BISTOLFI, *Structure économique et indépendance monétaire. L'expérience monétaire de la Tunisie et ses enseignements*, Cujas, Paris, 1967, pp. 107-160; MOTTURA, *Le système bancaire de la Tunisie - 1956-1970*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972, pp. 21-38 et 51-73; voir également *Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1971.

(2) Bien entendu, pendant toute la période coloniale, les réglementations monétaires, pour l'Algérie comme pour les autres territoires assujettis aux français, étaient celles de la zone franc.

zone franc, comme prévu dans la Convention franco-tunisienne de 1955, laquelle « tendait essentiellement à perpétuer et à consolider la position de suprématie instaurée par le Protectorat » (1). Cet accord se révéla très rapidement en contradiction avec les tendances nouvelles du gouvernement tunisien à l'autonomie; comme nous l'avons déjà vu dans le cas du Maroc, ce gouvernement procéda, lui aussi, par étapes à sortir de la zone franc: création de la Banque centrale de Tunisie, le 19 septembre 1958; maintien de la parité du dinar tunisien à l'égard des autres monnaies lors de la dévaluation du franc français du 28 décembre 1958; introduction de contrôles rigides sur les transferts financiers avec les pays de la zone franc le 13 janvier 1959; signature d'une nouvelle convention avec la France le 5 septembre 1959 aux termes de laquelle une plus grande autonomie était garantie à la Tunisie dans la gestion de ses réserves en devises.

(1) Voir MOTTURA, *op. cit.*, p. 24. Les points saillants de la Convention en objet valent la peine d'être énumérés ici, en ce qui a trait aux rapports monétaires desquels se dégagent les principes de la zone franc, telle qu'elle était conçue à cette époque (p. 21):

- a) le privilège d'émission est exercé par la Banque de l'Algérie et de la Tunisie (BAT);
- b) le franc français et le franc tunisien sont liés entre eux par une parité fixe;
- c) le transfert des fonds entre la France et la Tunisie est libre dans les deux sens;
- d) les autorités monétaires de la zone franc conservent le contrôle de l'émission de monnaie en Tunisie même au cas où serait créé un institut d'émission tunisien;
- e) le BAT a le pouvoir de contrôler le crédit en Tunisie;
- f) l'organe à l'échelon le plus élevé de politique monétaire pour toute la zone franc est le Comité Monétaire de la Zone Franc, toutefois un représentant du Gouvernement tunisien sera admis à ce Comité;
- g) la Tunisie doit adopter dans sa totalité le régime des changes en vigueur en France et la fonction de contrôle dans ce secteur est confiée à l'Office des Changes de la Zone Franc;
- h) les réserves en devises de la Tunisie sont administrées par le Fonds de Stabilisation des Changes de la Zone Franc.

En conclusion, la France a créé sur ses territoires une organisation monétaire centralisée et réglementée minutieusement, de même elle a fondé des instituts d'émission coloniaux dont l'activité n'était pas limitée comme celle des *currency boards* britanniques (1) mais dont les opérations étaient dirigées par le pouvoir central en fonction des intérêts de la zone franc en général et de la France en particulier.

Il n'y pas eu dissolution de la zone franc une fois que les Pays africains eurent obtenu leur indépendance, mais chacun d'eux a choisi sa propre voie en matière monétaire comme le fait ressortir le tableau résumé de la page 38.

1.3 TERRITOIRES AYANT APPARTENU AUTREFOIS A LA ZONE STERLING (2)

L'empire britannique étant beaucoup plus morcelé que celui de la France, cet aspect géographique eut évidemment des répercussions même sur l'organisation monétaire. On pouvait, et on peut encore, distinguer à l'intérieur du *Commonwealth* les colonies proprement dites des autres territoires, dont certains sont politiquement indépendants, attachés au Royaume Uni par des liens culturels, économiques et financiers.

Le concept de *Commonwealth* (3) doit être séparé de celui de la zone sterling: si la presque totalité des pays appartenant au

(1) Voir plus loin, dans le même chapitre.

(2) Dont certains font encore partie de la zone aujourd'hui. A ce sujet voir ci-après au Chapitre VII.

(3) Il est vraiment difficile de définir le *Commonwealth*. D'après SCIMONE (*Profili economici dei Paesi del Commonwealth*, Giuffrè, Milan, 1966, p. 3) il s'agit « d'une libre association d'états souverains ayant les mêmes droits et les mêmes obligations, abstraction faite de leur influence politique et économique, unis les uns aux autres par des liens de nature diverse, qui à son tour est la résultante d'une transformation lente et graduelle dont l'origine date de plusieurs siècles ».

TABLEAU 4

PAYS AUTREFOIS TERRITOIRES FRANÇAIS

Pays	Banque centrale	Année de fondation	Monnaie	Situation monétaire actuelle
Haute-Volta, Côte d'Ivoire Dahomey, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo	BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique Occidentale)	1962	Franc CFA	Pays appartenant à la zone franc au sens strict de l'ex- pression (la Mauritanie en est sortie en novembre 1972 et Madagascar en mai 1973)
Tchad, Congo, Gabon, Rép. Centrafricaine, Cameroun	BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale)	1960	Franc CFA	
Madagascar	Institut d'émission malgache	1964	Franc malgache	
Mali	Banque Centrale du Mali	1962	Franc du Mali	Transactions en cours pour rentrer dans l'UMOA et dans la zone franc
Guinée	Banque Centrale de la République de Guinée	1960	Franc guinéen	Monétairement indépen- dante
Maroc	Banque du Maroc	1959	Dirham	Monétairement indépen- dants mais jouissant d'ac- cords particuliers avec la France
Algérie	Banque Centrale d'Algérie	1963	Dinar	
Tunisie	Banque Centrale de Tunisie	1958	Dinar	

premier était également incluse dans la seconde (le Canada, cependant, gravite dans la zone dollar), il y avait diverses entités politiques comprises dans la zone sterling et n'appartenant pas au *Commonwealth* (par exemple, l'Afrique du Sud depuis 1961 à la suite des objections soulevées par d'autres membres africains).

Il est donc essentiel de décrire les traits caractéristiques de la zone sterling et ensuite, pour les besoins de la classification basée sur l'historique de l'évolution, de distinguer les expériences africaines de la façon suivante (1):

Anciens territoires coloniaux:

Gambie	Tanzanie	}	caractérisés par le fonctionnement des <i>currency boards</i>
Sierra Leone	Malawi		
Ghana	Zambie		
Nigeria	Rhodésie		
Ouganda	Ile Maurice		

Territoires liés à la zone sterling:

Afrique du Sud	}	zone actuelle du rand qui est corollaire de la zone sterling
(Lesotho		
Botswana		
Swaziland)		
Libye	}	appartenant à la zone sterling à divers degrés et à des époques différentes
Egypte		
Soudan		

Avec une organisation différente, bien que ses résultats concrets n'aient pas été très dissemblables, la zone sterling, si on la compare à la zone franc si bien définie, est l'expression typi-

(1) En utilisant les noms des pays indépendants d'aujourd'hui.

que de l'empirisme anglais (1). Ses origines sans aucun caractère officiel remontent à la première moitié du siècle dernier, à l'époque où le commerce britannique était florissant dans les parties du monde les plus lointaines. La monnaie employée pour les transactions était la livre sterling qui devenait peu à peu le moyen d'échange le plus courant et l'étalon servant à mesurer les valeurs. Dans ce processus de diffusion naturel, qui suivait de près l'expansion de la puissance britannique, on pouvait également déceler un élément intentionnel, dans ce sens que le gouvernement anglais cherchait à instaurer un système monétaire aussi uniforme que possible en liant automatiquement les monnaies locales, sous son contrôle, à celle de la Mère Patrie.

Ayant pris connaissance du fait de connexions politiques et commerciales, la zone sterling se trouva renforcée par les canaux financiers: d'une part, c'est sur le marché de Londres, devenu le centre auquel tous affluaient, que l'on pouvait satisfaire aux besoins en capitaux; d'autre part, l'organisation bancaire était surtout assurée dans l'empire par des instituts anglais, lesquels contribuaient à répandre l'emploi de leur monnaie (2).

(1) Parmi les divers ouvrages sur ce sujet nous avons consulté: BELL, *The sterling area in the postwar world; internal mechanism and cohesion, 1946-1952*, Oxford at the Clarendon Press, 1956; POLK, *Sterling: its meaning in world finance*, Harper & Brothers, New York, 1956; BAREAU, *The sterling area*, dans: SAYERS, *Banking in the British Commonwealth*, Oxford at the Clarendon Press, 1952, pp. 461-475; SHANNON, *Evolution of the colonial sterling exchange standard*, et *The modern colonial sterling exchange standard*, dans « IMF Staff Papers », avril 1951 et avril 1952.

(2) Une telle évolution était devenue une habitude courante sans dispositions ou décrets particuliers de nature législative pour en discipliner le fonctionnement. A cet égard, BAREAU écrit, *op. cit.*, p. 464: « c'est à la lumière de toutes ces considérations que l'on peut trouver une explication au fait que, graduellement, pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et les deux premières décennies du vingtième est apparu un groupe de pays où l'on a pris l'habitude d'utiliser la livre sterling à la fois comme monnaie base des échanges commer-

L'existence de la zone fut reconnue pour la première fois en 1931 quand la livre sterling abandonna le système de l'étalon-or; à cette occasion les pays qui, jusque-là, avaient pris la monnaie anglaise comme principal terme de référence, durent choisir entre y rester liés ou, au contraire, établir de nouvelles parités pour leurs unités monétaires. Tant que la deuxième guerre mondiale n'eût pas éclaté aucune définition précise de la zone ne fut donnée: le groupe hétérogène de territoires qui y étaient compris (colonies et dépendances, d'une part, états autonomes, de l'autre), avec plus ou moins de discrétion et d'intensité respectait les trois conditions essentielles d'appartenance:

- 1) taux de change fixe vis-à-vis de la livre sterling;
- 2) soldes détenus en livres sterling;
- 3) zone de contrôle des changes commune (1).

L'ouverture des hostilités en 1939 représenta un tournant de l'équilibre intérieur et des destinées de la zone. La mise en application du contrôle des changes contraignit, pour la première fois, à définir avec précision les pays inclus dans la zone: elle comprenait, outre le Royaume Uni, tous les *dominions*, les colonies, les dépendances et les mandats (à l'exclusion du Canada et de

ciaux et comme celle servant à indexer leurs propres devises. Ce groupement ne se distingua jamais en tant que tel parce qu'il était confondu avec les autres dans le système plus vaste et international de l'étalon-or, dont le fonctionnement était pour une si large part dominé par Londres ».

(1) Nous citons cet autre passage de BAREAU, *op. cit.*, p. 465: « Aucune formalité n'existait dans le groupe, on n'y trouvait aucune réglementation fixe, aucun engagement de prendre conseil de Londres, et certainement aucune prétention de la part de cette dernière à diriger les affaires des autres membres sauf en ce qui concerne les politiques monétaires des différentes colonies et dépendances qui étaient formulées pour ces territoires par les départements gouvernementaux responsables. Les pays en question pouvaient sortir du système ou y entrer sans consulter Londres au préalable ». On notera, une fois encore, la différence d'organisation fondamentale comparée à celle de la zone créée par la France.

Hong Kong) et en même temps l'Égypte, le Soudan anglo-égyptien, et l'Irak (1). En outre, et sans doute c'est là un fait plus important en ce qui concerne l'évolution de la puissance anglaise et de sa fonction de banquier du monde entier, à la suite des hostilités qui exigèrent la disposition de liquidités pécuniaires considérables, l'Angleterre passa de la phase où elle se présentait comme le financier suprême de la zone à celle pendant laquelle s'accumulèrent à Londres d'énormes soldes en sterling (*sterling balances*) à l'actif des territoires de la zone. Avec la mutation de l'organisation politique ayant abouti au déclin et à la désagrégation de l'empire du Royaume Uni et à la moindre stabilité et fiabilité de la monnaie anglaise qui en fut la conséquence, cet élément constitue la clé de l'évolution de la zone sterling à une période plus récente (2).

Le groupe de territoires à l'état de colonies représentait la partie de la zone ayant le plus de cohésion (3) et pouvant être contrôlé plus directement grâce au mécanisme des comités moné-

(1) Pendant les années qui suivirent la liste fut modifiée plusieurs fois, par l'entrée ou la sortie de différents pays. A dater de 1947, aux termes d'un nouveau *Exchange Control Act* britannique, l'ensemble des territoires compris dans la zone fut dénommé: *scheduled territories*.

(2) Voir ci-dessous, Chapitre VII. Sans anticiper sur l'analyse qui suivra, on peut être d'accord avec KAMARCK, *op. cit.*, p. 89, quand il affirme que, pendant ces toutes dernières années, « les liens se sont dénoués progressivement au sein de la zone sterling ».

(3) Comme l'exprime cet excellent passage de NEWLYN, qui se rapporte à la situation d'après guerre: « Les colonies forment un groupe spécial à l'intérieur de la zone sterling plus vaste à laquelle elles appartiennent. Non seulement leur taux de change est normalement indexé sur la livre sterling, mais il ne peut être modifié à leur gré; non seulement leur monnaie est habituellement soutenue par la sterling mais leur législation organique en matière de monnaie exige qu'il en soit ainsi; non seulement leurs banques détiennent habituellement des soldes en sterling, mais elles ne peuvent fonctionner avec profit que de cette façon; non seulement le contrôle des changes en sterling *ring fence* englobe à la fois les colonies et le Royaume Uni, mais sa gestion est soumise en dernier

taires (1). En Afrique, les anglais avaient divisé leurs possessions en trois groupes (en plus de l'Île Maurice et d'autres dépendances secondaires): à l'ouest, la Gambie, la Sierra Leone, la Côte de l'Or (aujourd'hui le Ghana) et le Nigeria étaient gouvernés du point de vue monétaire par le *West African Currency Board*; à l'est, le Kenya, l'Ouganda, le Tanganyika et Zanzibar (aujourd'hui la Tanzanie) dépendaient de l'*East African Currency Board*, tandis qu'au centre la Rhodésie du Sud (aujourd'hui la Rhodésie), la Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie) et le Nyassaland (aujourd'hui le Malawi) relevaient du *Southern Rhodesia Currency Board*, qui devint en 1954 le *Central Africa Currency Board*.

Les trois comités monétaires, constitués, respectivement, en 1913, 1919 et 1938 fonctionnaient, à quelques différences près,

ressort à la supervision du Trésor de celui-ci; en outre c'est le gouvernement du Royaume Uni qui représente les colonies auprès du Fonds Monétaire International où il détient une part en commun avec ses colonies. Pour tous ces motifs on peut dire que ces dernières appartiennent à un 'cercle intérieur' de la zone sterling dont les rapports avec Londres sont plus intimes et plus rigides que ceux du 'cercle extérieur'. (NEWLYN, *The colonial empire*, dans SAYERS, *Banking in the British Commonwealth*, op. cit., p. 456).

(1) Les *currency boards* ont été le sujet d'une littérature spécialisée très riche dans laquelle nous avons sélectionné: NEWLYN-ROWAN, *Money and banking in British colonial Africa*, Oxford at the Clarendon Press, 1954, pp. 25-71; CRICK, *Commonwealth banking systems*, Oxford at the Clarendon Press, 1965, pp. 335-342 et 357-407; ROWAN, *Le banche centrali nel Commonwealth britannico*, dans « Moneta e Credito », 1953, n. 3, pp. 283-299; MAURI, *La genesi della banca centrale nel Kenia, in Tanzania e in Uganda*, dans « Il Risparmio », janvier 1970, pp. 32-65; KRATZ, *The East African Currency Board*, dans « IMF Staff Papers », juillet 1966, pp. 229-255; SOWELEM, *Towards financial independence in a developing economy: an analysis of the monetary experience of the Federation of Rhodesia and Nyasaland*, 1952-1963, Allen and Unwin, 1967, pp. 24-50; FREDIANI, op. cit., pp. XVI-XXIV; BASU, *La banca centrale nei Paesi in via di sviluppo*, Milan, 1974, pp. 61-78.

De même que nous l'avons dit au sujet de l'historique de l'évolution de la zone franc, une analyse approfondie des comités monétaires désormais disparus ne rentre pas dans le cadre de cette recherche, elle a d'ailleurs fait l'objet de brillants exposés dans les ouvrages cités en référence.

de la même façon, c'est-à-dire automatiquement et passivement, ils se limitaient à changer les livres sterling anglaises pour des monnaies émises par eux et réciproquement, à un taux de change fixe (avec, en plus, une petite commission). Les motifs déterminant la création ou la destruction des billets étaient donc uniquement les variations du solde de la balance des paiements: pour les autres opérations les *currency boards* ressemblaient fort peu aux banques centrales modernes, puisque la possibilité d'accorder du crédit dans les territoires où elles opéraient leur était refusée. Leur objectif primordial consistait à garantir la convertibilité entre leur monnaie et la monnaie anglaise, précisément dans le cadre du *sterling exchange standard* (1). Les sterlings reçus par eux, compensés par une émission de monnaie locale correspondante, devaient être investis en titres d'Etat de l'un des dominions de la Couronne, ou en d'autres titres dûment spécifiés. On a justement émis des critiques sur ce point, parce que le système était la cause d'une exportation de capitaux sous forme de crédits en faveur du Royaume Uni: c'est pour cette raison qu'après la deuxième guerre mondiale le pourcentage de couverture fut rendu plus souple et qu'il devint possible d'acquérir en contrepartie les titres des états locaux. La rigidité du mécanisme d'émission elle-même, tout en évitant les dangers de l'inflation, constituait néanmoins un frein pour le développement économique des zones intéressées puisqu'il n'était tenu aucun compte de leurs besoins monétaires. Il est exact que la monnaie scripturale n'était pas assujet-

(1) « Avec ce système la monnaie locale agit exactement comme si elle était composée de billets et de pièces du Royaume Uni, et il est donc pratique de mentionner le processus d'émission de monnaie locale garantie par les dépôts en sterling comme d'une monnaie d'importation', et de dire pour le processus opposé qu'il s'agit de 'monnaie d'exportation'; ces opérations sont précisément l'équivalent d'une réelle migration de sterlings » (NEWLYN, *The colonial empire*, *op. cit.*, p. 423).

tie à ces limitations, mais, d'une part, l'utilisation de ce type de monnaie circulante était peu répandue dans ces territoires, d'autre part, les principales banques y opérant étaient les filiales de banques londoniennes qui s'intéressaient davantage au financement à court terme des entreprises étrangères (1).

Bien avant d'en venir, une fois indépendants, à fonder leurs banques centrales autonomes, les pays en question avaient obtenu de la Mère Patrie une transformation graduelle de leurs comités monétaires, dans le sens d'une extension de leurs fonctions et d'une plus grande attention apportée aux problèmes locaux. La première banque centrale fut créée par le Ghana en 1957 et la dernière, par ordre chronologique est celle de la Gambie, constituée en 1971. Avec la fondation d'organismes monétaires séparés, les dix pays soumis auparavant au régime des *currency boards* ont voulu affirmer nettement que la dépendance coloniale avait pris fin. Mis à part les liens communautaires, très relâchés d'ailleurs récemment, et à l'exception des trois nations de l'Afrique orientale (Kenya, Tanzanie, Ouganda) (2), il ne s'est pas produit dans ces états de processus similaire à celui qui a conduit la presque totalité des anciens territoires francophones au sud du Sahara à adhérer à la zone franc renouvelée. On peut encore une fois, dans cet état de choses, déceler la différence de point de vue entre les deux puissances européennes: fidèle à sa tradition, la France a cherché à conserver, même sous le profil institutionnel, le plus de cohésion possible entre elle et ses anciennes colonies (3); l'An-

(1) Voir MYINT, *op. cit.*, p. 78.

(2) Voir ci-dessous, au Chapitre VII.

(3) Ne serait-ce que pour en donner un exemple, aujourd'hui encore d'une manière générale, la pénétration commerciale ou économique dans les pays francophones d'Afrique par d'autres nations industrialisées se heurte à des obstacles plus grands que ceux rencontrés dans les pays anglophones.

gleterre, au contraire, s'est presque retirée d'un bloc sur le plan administratif, tout en sauvant officieusement ses rapports commerciaux et financiers et en relâchant aussi ses attaches monétaires. Ainsi qu'on le verra, les crises récemment subies par la livre sterling ont contribué à rendre plus incertaine encore la définition de la zone.

Un fonctionnement tout-à-fait analogue a été celui de l'organisme monétaire de l'île Maurice, colonie britannique depuis 1810 et pays indépendant depuis le 18 mars 1968 restant dans le cadre du *Commonwealth*. Ce territoire, dont les traditions bancaires étaient évoluées, utilisa jusqu'en 1934 la roupie indienne qui fut remplacée par une nouvelle roupie ayant une parité fixe avec la livre sterling et dont l'émission s'effectuait suivant les mêmes critères que ceux adoptés par les *currency boards* (1). La banque centrale autonome a commencé ses opérations le 1er juillet 1967.

Jusqu'à présent nous avons porté notre attention sur les anciennes possessions anglaises. Si nous nous intéressons aux pays qui, d'une façon ou d'une autre, ont appartenu à la zone sterling, nous trouvons en premier lieu l'Afrique du Sud dont l'évolution monétaire n'offre qu'un intérêt marginal pour le présent ouvrage, c'est-à-dire dans la mesure où sa banque centrale sert actuellement d'institut d'émission pour le Lesotho ainsi que pour le Botswana et le Swaziland. Il paraît superflu de rappeler que l'organisation financière et bancaire d'Afrique du Sud était, et demeure, la mieux articulée du continent, du point de vue de l'émission, après avoir adopté la livre sterling anglaise en 1825 comme monnaie courante, et accordé à plusieurs banques commerciales le droit de l'émettre avec une couverture or à raison de 100%, l'Afrique du Sud, ou l'Union Sud-africaine comme elle s'appelle

(1) Voir CRICK, *op. cit.*, pp. 500-501.

lait alors, une fois indépendance conquise, en 1910, promulgua dix ans après le *South African Currency and Banking Act*, par cette loi organique elle fut le premier pays, non seulement d'Afrique, mais du *Commonwealth* tout entier (exception faite du Royaume Uni) à se doter d'une banque centrale (1). Partiellement constituée d'après le modèle américain, la *South African Reserve Bank* émit ses premières quantités de livres sterling sudafricaines en 1922, cette monnaie a maintenu depuis lors sa parité sur la livre sterling britannique. Tout en restant dans la zone, mais en sortant par contre du *Commonwealth*, l'Afrique du Sud adopta une nouvelle unité en 1961: le rand.

Quittons l'extrême-sud pour nous intéresser à la région au nord-est du continent: là encore l'historique de la monnaie dans trois pays: Libye, Egypte et Soudan, reste dans des proportions diverses intéressée par la zone sterling.

En Libye (2) pendant la domination italienne (années trente) la monnaie officielle était la lire. De 1943 à l'obtention de son indépendance en décembre 1951, le pays fut divisé en trois districts et gouverné par les anglais en Tripolitaine et en Cyrénaïque, et par les français dans le Fezzan. Chaque région adopta une monnaie différente (3), jusqu'à l'époque où, à la suite d'un

(1) Voir DAY, *The South African Reserve Bank*, dans SAYERS, *Banking in the British Commonwealth*, op. cit., pp. 372-400.

(2) Voir BANK OF LIBYA, *A brief history of its first decade 1956-1966*, Tripoli, 1967, pp. 10-20 et: *Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, op. cit., p. 127-130.

(3) La situation monétaire était véritablement chaotique: « Alors qu'en Cyrénaïque la lire italienne était remplacée par la livre égyptienne, en Tripolitaine l'Administration Militaire Britannique émettait une devise spéciale, appelée la livre de l'autorité militaire, remplacée plus tard par la lire de l'autorité militaire (MAL) au lieu de la devise italienne; dans le Fezzan les autorités militaires françaises utilisèrent l'ancien franc algérien qui était émis par l'ancienne Banque d'Algérie, la *Barclays Bank* fut autorisée à devenir la banque d'émission

rapport de deux experts du Fonds Monétaire International (1) et de réunions entre représentants libyens, italiens, français et anglais, on parvint à l'unification monétaire de mars 1952, avec l'émission de la nouvelle lire libyenne de même valeur que la livre sterling. La Libye, bien qu'elle ait une monnaie indépendante, qu'elle n'appartienne pas au *Commonwealth* et qu'elle ne se targue d'aucun lien particulier avec le Royaume Uni, entra officiellement dans la zone; quelques années plus tard elle se dota d'une banque centrale, la *National Bank of Libya* qui se substitua à la Commission monétaire dont la mission fut d'émettre la nouvelle monnaie. En 1963, cet institut prit une nouvelle dénomination et devint la *Bank of Libya*, réorganisée de telle sorte qu'une division nette soit établie entre les fonctions de banque d'émission et celles de banque commerciale.

L'Egypte voisine eut une évolution plus linéaire, déjà en 1898 la *National Bank of Egypt* y avait été créée en tant qu'institut commercial chargé de l'émission exclusive de la monnaie locale. Le pays resta dans la zone sterling jusqu'en 1947, pendant cette période toute émission devait être couverte par au moins 50% d'or et de sterlings (2). Ensuite, de 1948 à 1951, des projets de réforme variés furent présentés et aboutirent au *Central Bank Act* de 1951, et en conséquence à l'attribution des fonctions typi-

de la livre égyptienne en Cyrénaïque, et de la devise de l'Autorité Militaire Britannique en Tripolitaine » (BANK OF LIBYA, *op. cit.*, p. 10).

(1) BLOWERS-MCLEOD, *Currency unification in Libya*, dans « IMF Staff Papers », novembre 1952.

(2) Consulter, d'une manière générale, KARDOUCHE, *The UAR in development*, Praeger, New York, 1966, pp. 22-24 et 43-45, et SANCHIZ, *Money and banking in the United Arab Republic*, dans « IMF Staff Papers », juillet 1965, pp. 314-316. Quant au problème particulier de pays sortant de la zone sterling, voir: BIANCHI, *L'uscita dell'Egitto dal blocco della sterlina e sue ripercussioni nel campo economico egiziano*, dans « Economia internazionale », mai 1948, pp. 506-550.

ques de tout institut central à la banque sus-mentionnée. L'oeuvre de restructuration se poursuivit jusqu'en 1961 par la nationalisation du système bancaire et la scission de la Banque Nationale en deux instituts distincts: *Central Bank of Egypt* et *National Bank of Egypt*, cette dernière étant exclusivement une banque commerciale.

Les événements monétaires du Soudan sont restés liés à ceux de l'Égypte jusqu'à l'indépendance obtenue en 1956, du fait que le territoire soudanais se trouvait sous la domination anglo-égyptienne. Pendant la période allant de la cessation de l'ancienne organisation monétaire à la création de la *Bank of Sudan* en 1959, un *currency board* fut chargé d'émettre la nouvelle lire soudanaise, couverte à raison de 50% par des bons du Trésor perpétuels et de 50% par des livres sterling. Cette opération fut effectuée par l'intermédiaire de la filiale de la *National Bank of Egypt* à Khartoum, et fut reprise par la nouvelle banque centrale au moment de sa création.

En résumé, ainsi qu'il a été fait pour les anciens territoires français, la situation des pays autrefois liés à la zone sterling se présente de la façon indiquée sur le tableau de la page suivante.

Après avoir considéré l'évolution monétaire ayant caractérisé les deux plus importants groupes africains du passé, celui de la France et celui de l'Angleterre, il reste à examiner quelques pays dont les uns ont eu à faire à d'autres nations européennes au cours de leur histoire ou ceux présentant des cas tout-à-fait particuliers. Parmi les premiers se situent les anciennes possessions belges (Zaïre, Ruanda et Burundi), espagnoles (Guinée équatoriale) et italiennes (Somalie), ainsi que les colonies portugaises actuelles auxquelles il sera fait allusion bien qu'elles ne soient pas strictement rattachées à l'objet de cette recherche. Parmi les secondes il faut citer les cas des deux pays n'ayant eu aucun passé colonial: le Libéria et l'Éthiopie.

TABLEAU 5

TERRITOIRES AYANT APPARTENU AUTREFOIS A LA ZONE STERLING

P a y s	Banque Centrale	Année de sa création	Monnaie	Situation monétaire actuelle (1)
Gambie	<i>Central Bank of Gambia</i>	1971	Dalasi	Zone sterling
Sierra Leone	<i>Bank of Sierra Leone</i>	1964	Leon	Zone sterling
Ghana	<i>Bank of Ghana</i>	1957	Cedi	Zone sterling
Nigeria	<i>Central Bank of Nigeria</i>	1958	Naira	Zone sterling
Kenya	<i>Central Bank of Kenya</i>	1966	Shilling	Zone sterling
Tanzanie	<i>Bank of Tanzania</i>	1966	Shilling	Zone sterling
Ouganda	<i>Bank of Uganda</i>	1966	Shilling	Zone sterling
Malawi	<i>Reserve Bank of Malawi</i>	1964	Kwacha	Zone sterling
Zambie	<i>Bank of Zambia</i>	1964	Kwacha	Zone sterling
Rhodésie	<i>Reserve Bank of Rhodesia</i>	1964	Dollar rhodésien	Monéairement indépendante
Ile Maurice	<i>Bank of Mauritius</i>	1967	Roupie	Zone sterling
République	—	—	—	—
Sud-africaine	<i>South African Reserve Bank</i>	1920	Rand	Zone du rand
Lesotho	—	—	Rand	Zone du rand
Botswana	—	—	Rand	Zone du rand
Swaziland	—	—	Rand	Zone du rand
Libye	<i>Bank of Libya</i>	1956	Lire libyenne	Monéairement indépendante
Egypte	<i>Central Bank of Egypt</i>	1961	Lire égyptienne	Monéairement indépendante
Soudan	<i>Bank of Sudan</i>	1959	Lire soudanaise	Monéairement indépendante

(1) Situation antérieure à la fluctuation de la livre sterling (juin 1972).

1.4 ANCIENS TERRITOIRES BELGES

Les anciens territoires belges comprenaient deux régions limi-
trophes dont l'une, le Congo belge, appelé depuis l'indépendance
Congo Kinshasa et ensuite, Zaïre, était bien plus vaste et plus
importante que l'autre, le Ruanda-Urundi qui s'est constitué en-

suite en deux états indépendants: le Ruanda et le Burundi. En 1952, pour remplacer un organisme privé, la Banque du Congo Belge, on forma une union monétaire entre les états du Ruanda-Urundi et du Congo belge, sous l'égide de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, ayant pour mission d'émettre une monnaie commune dans la zone en question. A l'époque coloniale, les rapports monétaires entre les possessions et la Mère Patrie ne revêtirent pas la forme d'une réglementation stricte comme celle de la zone franc mais se rapprochèrent peut-être plus de l'organisation souple et indéterminée de la zone sterling, sans adopter cependant le système des *currency boards* (1). Bien que le franc congolais ait une parité fixe avec le franc belge, l'autonomie financière se traduisait par une gestion séparée des réserves et par un contrôle des changes indépendant. A l'intérieur, l'institut d'émission aurait pu avoir une fonction de banque des banques si les établissements de crédit ne s'étaient pas constamment maintenus dans une position aussi favorable quant aux liquidités.

En 1961, lorsque le Congo eut obtenu la souveraineté nationale deux organismes distincts furent fondés: la Banque Nationale du Congo et la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi. Cette dernière se divisa ultérieurement lorsque le 18 mai 1964 l'union monétaire entre ces deux états prit fin; en conséquence, on créa la Banque Nationale du Ruanda et la Banque du Royaume du Burundi qui devint par la suite la Banque de la République du Burundi, du fait du changement politique survenu dans l'organisation du pays.

En février 1967, une réforme eut lieu au Congo qui eut pour objet de remplacer le franc congolais par le zaïre, monnaie

(1) Voir BEZY, *Problèmes structurels de l'économie congolaise*, Louvain, Nauwelaerts, 1957, pp. 42-46.

indépendante et inconvertible. Il est intéressant de rappeler, à propos de cette nation, la singulière expérience liée aux événements dramatiques du début de la décennie 1960-70 dans le domaine politique et militaire, durant cette période la province sécessionniste du Katanga fonda une banque centrale séparée: la Banque Nationale du Katanga qui fonctionna jusqu'à la réunification du pays survenue en février 1963 (1).

1.5 ANCIENS TERRITOIRES ESPAGNOLS

La pénétration de l'Espagne sur le continent africain a eu peu d'importance; en plus des dépendances actuelles du Sahara espagnol et d'autres petits territoires situés sur la côte septentrionale du Maroc où circule la peseta, un état, la Guinée Equatoriale, s'est rendu indépendant le 11 octobre 1968. D'une superficie modeste et composé de deux provinces: l'île de Fernando Poo et la province continentale de Rio Muni, ce pays a utilisé la monnaie espagnole jusqu'en 1969, année de la fondation du *Banco Central de la República de Guinea Ecuatorial* auquel a été confié l'émission de la nouvelle peseta guinéenne (2). Afin de garantir une couverture initiale à cette monnaie, le gouvernement espagnol s'est engagé à reconnaître la convertibilité totale des billets de la banque d'Espagne retirés au pair de la circulation en échange de la peseta guinéenne, cette dernière jouissant de la parité avec la peseta espagnole. Par contre, les opérations de change dans cette monnaie des autres devises sont effectuées sur la base des cours pratiqués à la Bourse de Madrid.

(1) Voir IMF, *Surveys of African Economies*, vol. IV, Washington, 1971, p. 15.

(2) Voir BCEAO, *Les institutions monétaires de la République de Guinée Equatoriale*, Notes d'information et statistiques, juillet 1971, pp. 1-3.

1.6 ANCIENS TERRITOIRES ITALIENS

En ce qui concerne les anciens territoires italiens, la Libye qui, pendant plusieurs décennies a été une de nos colonies, a gravité dans la zone sterling depuis la fin de la seconde guerre mondiale et elle y est restée plusieurs années (1); en Ethiopie l'occupation italienne a été de trop courte durée pour y avoir laissé des traces; en Somalie seulement le contact avec l'Italie s'est prolongé jusqu'au jour de l'indépendance. La Somalie actuelle résulte de la fusion de la Somalie britannique et de la Somalie italienne: la première fit partie jusqu'à la deuxième guerre mondiale de la zone de la roupie indienne pour passer ensuite à l'utilisation du shilling de l'*East African Currency Board* alors que la deuxième, où circulèrent jusqu'en 1941 les billets de la *Banca d'Italia*, remplaça ces derniers par le shilling en question durant l'occupation britannique. Donc, à la différence des anglais, des français et des belges qui adoptèrent dans leurs colonies des monnaies locales bien que ces dernières soient strictement indexées sur leurs propres devises, les espagnols et les italiens donnèrent la préférence à l'introduction de leurs monnaies nationales respectives. Cette différence de forme mise à part, un élément commun se retrouvait dans tous les cas, à savoir la possibilité d'émettre ou de retirer des billets uniquement en contrepartie de variations survenues dans la balance des paiements des territoires en question.

Depuis l'époque coloniale jusqu'en 1960, date de l'indépendance de la Somalie, son évolution monétaire s'est effectuée par l'intermédiaire de dix années d'Administration Fiduciaire Italienne, durant lesquelles on créa les prémisses permettant de doter le futur état d'un système monétaire bien organisé qui ne serait

(1) Il nous a semblé préférable, en effet, de l'inclure parmi les pays reliés à cette zone du point de vue monétaire.

plus lié à celui de l'Italie ou à celui de l'Angleterre. C'est ainsi que l'on émit le *somalo* et que l'on créa un organisme spécial, la *Cassa per la Circolazione Monetaria in Somalia*, ne possédant pas les caractéristiques d'une banque centrale moderne mais ayant celles d'un institut d'émission. On en augmenta progressivement les fonctions pour préparer le terrain en vue de constituer la *Banca Nazionale Somala* dont la création eut lieu le 1er juillet 1960 (1).

1.7 COLONIES PORTUGAISES

Pour compléter l'exposé des événements monétaires en Afrique, il convient de s'arrêter un moment sur ceux des territoires encore assujettis à la domination portugaise, autrement dit sur l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, les îles du Cap Vert de San Tomé et du Prince ayant tous un « statut » de provinces portugaises d'outremer, et dont la population globale est d'environ 13 millions d'habitants. Le processus de leur indépendance politique n'étant pas encore achevé bien qu'il soit poursuivi avec tenacité par des mouvements locaux en faveur de la libération, ce qui peut être dit sur l'évolution de ces immenses territoires concerne le présent (2). Leur organisation monétaire est très particulière: bien que l'unité monétaire de base soit l'escudo, émis pour l'Angola par le *Banco de Angola* et pour les autres provinces par

(1) Consulter à cet égard: GRAZIOSI, *La banca centrale della Somalia*, dans « Il Risparmio », novembre 1967, pp. 1996-1998, et BUONOMO, *Lo scellino somalo: una moneta stabile*, dans « Bancaria », avril 1965, pp. 428-433. Dès 1961, le processus d'unification monétaire commença par l'introduction du *scellino somalo*, en remplacement du *somalo* circulant dans le sud du Pays et du « shilling de l'Afrique orientale », monnaie en usage dans la Somalie britannique.

(2) Voir ABSHIRE-SAMUELS, *Portuguese Africa*, Pall Mall Press, Londres, 1969, pp. 230-233.

le *Banco Nacional Ultramarino*, l'effet pratique de la réglementation des changes est de séparer bien distinctement les positions des diverses provinces. Le mécanisme joue, en effet, au moyen de quatre organes:

a) la *Junta Provincial de Câmbio*, qui autorise et coordonne toutes les transactions officielles en devises;

b) le *Fundo Cambial* qui centralise tous les avoirs en devises des provinces et consiste en:

- un *Fundo de Reserva*, alimenté par les escudos des provinces qui sont déposés à la banque centrale portugaise; et en:
- *Working balances* en devise étrangère des banques commerciales opérant dans les provinces et dont le plafond est fixé par l'autorité compétente pour les transactions courantes;

c) le *Fundo de Compensação* administré par la banque centrale du Portugal et agissant comme une chambre de compensation mensuelle pour les règlements interprovinces avec les dépôts et les retraits en escudos auprès du Fonds de Réserve qui en sont la conséquence;

d) le *Fundo Monetario da Zona do Escudo* qui a pour mission de stabiliser la position cambiale des provinces entre elles et à l'égard du Portugal. En effet, les territoires en déficit peuvent chaque mois prélever de ce fonds les sommes nécessaires au rétablissement de l'équilibre de leur position au Fonds de Réserve.

Il faut souligner la différence qui existe entre les transactions en escudos passant par le Fonds de Réserve et le Fonds de Compensation et les transactions en autres devises effectuées dans les *working balances*. Etant donné le surplus de la balance commerciale globale des colonies, et celui de l'Angola en particulier, à l'égard du reste du monde (la Mère Patrie exclue), ce système implique la présence constante d'une position se soldant par un

actif net en devises qui sert à alimenter le solde de caisse de la province intéressée jusqu'au moment où le plafond mentionné ci-dessus est atteint et où l'excédent est transféré au Fonds de Réserve, c'est-à-dire que, dans la pratique, il est cédé au Portugal en échange d'un crédit en escudos (1). De la sorte, tandis que les entreprises étrangères opérant dans les colonies obtiennent rapidement les devises nécessaires au transfert dans leur pays des bénéfices gagnés (2), les importateurs du Portugal et tous ceux qui doivent effectuer des remises en escudos sont normalement obligés d'attendre deux ou trois mois, ou plus, avant de recevoir l'autorisation de l'autorité compétente donnée suivant les disponibilités du Fonds de Réserve.

1.8 PAYS SANS PASSÉ COLONIAL

Ainsi qu'il a été dit, l'Ethiopie et le Libéria rentrent dans ce groupe. Le premier (3) a créé en 1905 un institut d'émission, la *Bank of Abyssinia* contrôlée par des capitaux privés étrangers. A cette phase de l'évolution, caractérisée par l'indépendance politique dont jouissait le pays depuis un temps immémorial mais aussi par l'hégémonie étrangère dans son économie, suivit, avec

(1) Quel que soit leur dispositif, les systèmes monétaires coloniaux, celui du Portugal comme les systèmes d'autrefois, finissent toujours par favoriser la Mère Patrie, au moyen du transfert des excédents de devises de la région vers le centre et grâce à la gestion centralisée qui en résulte.

Il n'est même pas besoin de s'arrêter ici à se demander pourquoi les colonies ont présenté des balances fortement actives: on verra dans le chapitre concernant les relations avec le reste du monde comment ce fait provenait dans un certain sens de la structuration des échanges internationaux, fait qui aujourd'hui ne se produit plus dans bien des cas.

(2) Cette disposition a évidemment avantagé les investissements étrangers dans les colonies.

(3) Consulter MAURI pour avoir une histoire monétaire de l'Ethiopie excellente et très documentée: *Il mercato del credito in Etiopia*, Giuffrè, Milan, 1967.

l'accession au trône de Hailé Sélassié, une période de renforcement de l'autonomie nationale, exprimée sous le profil monétaire par la création en 1931 de la *Bank of Ethiopia*, institut dont le capital était presque entièrement versé par l'état. La conquête italienne en 1936 mit fin à cet état de choses, la banque fut fermée et des billets de la *Banca d'Italia* (1) furent introduits et circulèrent en même temps que certaines monnaies — marchandises locales. Après la courte période d'administration militaire britannique de 1941 à 1943, pendant laquelle l'Ethiopie fut comprise dans la zone de l'*East African Currency Board*, la *State Bank of Ethiopia* fut fondée et dotée de deux départements, l'un d'émission, l'autre commercial. La tendance à la spécialisation fonctionnelle aboutit par la suite, en 1963, à la subdivision des missions attribuées à deux instituts différents, celle de banque centrale étant confiée à la *National Bank of Ethiopia*.

L'histoire du Libéria, enfin, est unique dans son genre (2). Ainsi qu'on l'a rappelé, ce pays proclama son indépendance il y a longtemps, en 1847, et accueillit une partie des noirs venant des Etats-Unis après la suppression de l'esclavage. Cette circonstance explique pourquoi, dès le début, la monnaie circulante dans ce pays a été le dollar américain, utilisé librement tout d'abord, puis adopté officiellement à partir de 1943. Au moment de son adhésion au Fonds Monétaire International, le Libéria eut à ré-

(1) MAURI (*op. cit.*, pp. 131-248) décrit avec minutie l'expérience monétaire au cours de l'occupation italienne et fait une distinction opportune en ce qui concerne les événements de la colonie de l'Erythrée — demeurée plus d'un demi-siècle sous l'administration italienne — et de celle de l'Ethiopie pendant la brève période allant de 1936 à 1941.

(2) Voir QURESHI-MIZOE-COLLINS, *The Liberian economy*, dans « IMF Staff Papers », juillet 1964, et WOHEEL, *Il sistema bancario liberiano*, dans « Notiziario del centro per il credito agrario nei Paesi in via di sviluppo », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, juillet 1973.

soudre le problème de la définition de son unité monétaire; il introduisit donc le « dollar libérien » circulant de pair avec celui des Etats-Unis, mais en fait cette monnaie ne fut jamais frappée (1). Etant donnée cette situation, la nécessité d'une banque centrale ne s'est jamais faite sentir dans le pays: une banque commerciale, la *Bank of Monrovia*, remplit les fonctions de trésorier de l'état, et lui sert d'agent en ce qui concerne l'approvisionnement en monnaies des Etats-Unis; en outre elle dirige la chambre de compensation locale.

Ainsi qu'il a été fait pour les territoires ayant appartenu à la France et à la Grande-Bretagne, nous résumons sur le tableau de la page suivante les expériences hétérogènes des pays que l'on vient d'étudier.

Pour conclure cette histoire panoramique de l'évolution qui a amené à la création des banques centrales africaines d'aujourd'hui on peut faire les remarques suivantes:

1) le continent africain a été dominé par les expériences coloniales de la France et de l'Angleterre, du fait de l'importance considérable des territoires intéressés, et de la complexité des systèmes monétaires qui y furent implantés: on a déjà fait ressortir les différences profondes existant entre la zone franc et celle de la livre sterling;

2) de toutes manières, mises à part les différences de fonctionnement technique, chaque système monétaire colonial a été au service de la Mère Patrie: circonstance qui explique pourquoi, une fois leur indépendance politique obtenue, les états africains ont supprimé les anciens mécanismes, se sont dotés de banques centrales modernes et ont introduit des monnaies nationales;

(1) Cependant le Trésor libérien frappe des pièces de 1, 2, 5, 10, 25, 50 cents et de 1 dollar qui circulent en même temps que les monnaies divisionnaires américaines.

TABLEAU 6

TERRITOIRES N'AYANT APPARTENU NI A LA ZONE FRANC NI A LA ZONE STERLING

P a y s	Banque centrale	Date de sa création	Monnaie	Situation monétaire actuelle
Zaïre	Banque du Zaïre	1961	Zaïre	Monétairement indépendant
Ruanda	Banque Nationale du Ruanda	1964	Franc du Ruanda	Monétairement indépendant
Burundi	Banque de la République du Burundi	1966	Franc du Burundi	Monétairement indépendant
Guinée Equatoriale	<i>Banco Central de la República de Guinea Ecuatorial</i>	1969	Peseta guinéenne	Zone de la peseta
Somalie	<i>Benca Nazionale Somala</i>	1960	Shilling somalo	Monétairement indépendant
Ethiopie	<i>National Bank of Ethiopia</i>	1964	Dollar éthiopien	Monétairement indépendant
Libéria	—	—	Dollar des EU	Zone du dollar

3) les exceptions à ce processus d'évolution général sont représentées par le Libéria, où l'emploi du dollar américain rend inutile la constitution d'un institut d'émission (1), et par les trois pays gravitant dans la zone du rand: Lesotho, Botswana et Swaziland, en ce qui concerne ces derniers le manque de banque centrale autonome est la meilleure preuve de l'état de dépendance qui subsiste vis-à-vis de la République Sud-africaine; des ferments de séparatisme se répandent aussi dans la zone compacte du franc où, à côte des avantages provenant de la centralisation de l'émission dans des organismes multinationaux, se font sentir les inconvénients du contrôle strict exercé par la France;

(1) Sans mentionner la tendance récente en faveur de l'adoption d'une banque centrale autonome qui se développe aussi dans ce pays.

4) tous les autres pays ont, dans des proportions diverses, choisi des voies indépendantes en matière monétaire, cependant, pour la création des nouvelles banques centrales ils se sont inspirés des modèles existant dans les anciennes nations colonisatrices d'Europe, tout en apportant les modifications nécessaires qui leur ont souvent été conseillées par des experts du Fonds Monétaire International;

5) les relations avec les anciennes puissances colonisatrices ont perdu le caractère de quasi-monopole qu'elles avaient autrefois: elles se sont relâchées (beaucoup plus dans les pays anglophones que dans les pays francophones), en conséquence d'un processus naturel tendant à une plus grande diversification des courants commerciaux et financiers. On peut prévoir que dans un avenir plus ou moins rapproché la presque totalité de l'Afrique s'insérera dans les deux grandes zones monétaires de la CEE et du dollar, sans compter les développements qui auront lieu avec les nations au-delà du rideau de fer.